

Burning Country donne la parole à ces Syriens et Syriennes qui, dès 2011, ont mené une véritable révolution, construite au jour le jour, dans chaque quartier, dans chaque village, repris au régime de Bachar el-Assad.

Omar Aziz, inspirateur des premiers comités locaux syriens, ferments de ce mouvement, déclarait déjà en 2012: « Nous avons fait mieux que la Commune de Paris, qui a résisté 70 jours. Cela fait un an et demi et nous tenons toujours bon. » Et ce soulèvement populaire exceptionnel a continué malgré la guerre contre-insurrectionnelle totale menée par le régime syrien et ses alliés: stratégie de militarisation forcée, instrumentalisation des antagonismes religieux et communautaires, politique du viol organisé, remplacement des populations, tortures systématiques...

Huit ans après ses prémices, la révolution syrienne, abandonnée par la communauté internationale et ignorée par la gauche arabe et occidentale, a été noyée dans la sang ou dispersée dans l'exil. C'est son histoire – celle d'un soulèvement fractionné, mais aussi celle d'une puissante expérience d'auto-organisation – que *Burning Country* essaie de transmettre.

« Qui devient seigneur d'une cité accoutumée à vivre libre et ne la détruit point, qu'il s'attende à être détruit par elle, parce qu'elle a toujours pour refuge en ses rébellions le nom de la liberté et ses vieilles coutumes, lesquelles ni par la longueur du temps ni pour aucun bienfait ne s'oublieront jamais. Et pour choses qu'on y fasse et qu'on y pourvoie, si ce n'est d'en chasser ou d'en disperser les habitants, ils n'oublieront point ce nom ni ces coutumes, et en toute occasion y auront aussitôt recours. » Machiavel

Au moment de sa première parution en langue anglaise en 2015, *Burning Country* semblait arriver bien tard pour rendre grâce à la révolution, déjà noyée sous un déluge de feu. Proposer un tel livre au public francophone, au moment même où Assad et ses alliés russes et iraniens achèvent la reconquête des dernières portions du pays tenues par les rebelles, a quelque chose d'inactuel. Le temps médiatique est déjà passé sur la révolution syrienne et il ne semble plus y avoir de place pour un propos, autre qu'humanitaire, sur le calvaire des populations civiles qui fuient les décombres. Face à l'effacement programmé de la séquence révolutionnaire en Syrie, reste le sentiment – partagé par beaucoup d'exilés syriens dont nous avons croisé le chemin – que ni la guerre totale menée par Bachar, ni la dépolitisation active menée par l'actualité occidentale, ni même le révisionnisme d'une partie de la gauche anti-impérialiste et de ses alliés de circonstance d'extrême droite, n'auront raison

du feu qui a pris dans les profondeurs. Ce feu qui a soulevé une génération entière au simple signal que fut l'immolation du jeune Mohamed Bouazizi, le 17 décembre 2010, dans une bourgade tunisienne brutalement tirée de l'anonymat.

Ces insurrections ont suscité la plus grande et la plus sangoureuse vague contre-révolutionnaire depuis bien longtemps. Le théâtre de guerre syrien, avec son infinie cruauté et sa barbarie banalisée, se présente comme l'interminable épilogue de cette séquence incendiaire. La Syrie est d'ores et déjà le tombeau de centaines de milliers de victimes de la répression du régime et de la guerre civile qui a succédé au soulèvement populaire.

Pour autant, la résistance tenace et inventive des Syriens et des Syriennes jusque dans les pires extrémités était un antidote à la résignation offert au monde entier. Qu'elle soit contrainte au repli après huit longues années de guerre contre-insurrectionnelle, abandonnée de toute part, est aussi bien un sort jeté à la face du monde. Toutes les puissances, régionales et internationales, qui se sont engouffrées militairement sur le terrain syrien l'ont bien compris. Ce qui comptait avant tout à leurs yeux, c'était de marteler l'idée que ce qui bouillonnait depuis 2010 sous le couvercle des régimes autoritaires de la région n'était pas un mouvement populaire pour la liberté et la dignité. Non: c'était le chaos, les massacres, l'obscurantisme et le néant. D'où

le caractère édifiant du « cas syrien » dans tous les discours des puissants, qu'ils viennent de Moscou, de Washington, de Paris, d'Ankara ou de Damas. Tous disent chacun à leur manière: « Ne vous avisez pas de perturber l'ordre en place pour d'autres raisons que les nôtres. »

Burning Country.
Au cœur de la révolution syrienne
Extrait de la préface à la traduction française de « *Burning Country* », publié début 2019 aux éditions L'Echappée

Les révolutionnaires syriens décrivent souvent leur première manifestation comme un moment extatique, une sorte de renaissance. La riposte sauvage du régime constitua un baptême de l'horreur, après quoi aucun retour en arrière ne fut possible. Refusant d'être à nouveau réduit au silence, car poussé vers une révolte plus terrible, le peuple s'est organisé en comités révolutionnaires et a appelé non seulement à l'instauration de réformes, mais aussi au renversement complet du régime. Finalement, à mesure que les soldats désertaient et que les civils prenaient les armes pour défendre leurs quartiers, la révolution s'est militarisée. Et là où l'état s'est effondré ou a été tenu à distance, les gens ont mis en place des conseils locaux, des réseaux de distribution d'aide. Ils ont créé des stations de radio et des journaux, exprimant un désir d'entraide collectif de la manière la plus inventive et pragmatique qui soit.

Pendant une brève période, les gens ont cru pouvoir tout changer. Jusqu'à ce que la contre révolution leur fasse mordre la poignée. La politique de la terre brûlée menée par le régime a chassé des millions de personnes du pays. Ceux qui sont restés dans les zones libérées ont été forcés de se concentrer sur leur survie. La Syrie est devenu le théâtre de guerres par procuration, de rivalités entre sunnites et chiïtes, d'intervention extérieures.

Personne n'a soutenu les révolutionnaires. Abandonnés par la si mal nommée « communauté internationale », généralement négligés ou incompris par les médias, ces activistes ont été nos principaux informateurs. Leurs voix et leur point de vue forment le noyau de ce livre.

Burning Country.
Au cœur de la révolution syrienne
extrait de la préface originale (traduite en français) de « *Burning Country* »

Combinant pragmatisme et cruauté, Hafez el-Assad mit fin à la période de coups d'État et édifia un régime absolutiste qui conserva le pouvoir jusqu'en 2011. [...]

Bien que concentrant tout le pouvoir entre ses mains, Assad tenta d'élargir l'étroite base populaire sur laquelle pouvait s'appuyer le régime. Il parvint [dans les années 1970] à un accord avec le clergé sunnite d'une part, qui fit une déclaration selon laquelle « le mouvement correctif [est] nécessaire à la préservation de l'identité musulmane du pays », et avec la bourgeoisie d'autre part, en poursui-

vant des politiques libérales qui allaient profiter aux vieilles familles de l'élite marchande et aux nouveaux milieux affairistes. Une nouvelle classe dirigeante commença peu à peu à se former, composée d'alaouites, de militaires sunnites et d'hommes d'affaires. Dans le même temps, une purge particulièrement brutale au sein du parti et de l'armée cibra les progressistes, bientôt remplacés par des alaouites fidèles à Assad – ce qui ne manqua d'accroître les rivalités intercommunautaires à travers toute la société syrienne. Sous Assad, la loyauté au régime devint la valeur suprême, laissant ainsi le champ libre à la corruption et à l'incompétence.

Le parti Baas fut finalement remodelé pour prendre la forme d'un parti de masse consciencieusement contrôlé depuis le sommet. En 1984, il comptait plus d'un demi-million de membres, dont les principales motivations étaient loin d'être idéologiques. Les congrès furent suspendus et le Baas devint, non pas une organisation porteuse d'un projet politique, mais une machine à cooptation, un moyen d'enrichissement personnel. De fait, l'adhésion au parti offrait des possibilités d'emploi, facilitait l'accès aux promotions et aux aides publiques. Le parti était aussi articulé sur la fabrique du culte de la personnalité. De sinistres statues du leader surveillaient les places et les campus, et son nom était peint sur les murs des villes et à flanc de collines. La «révolution par le haut» d'Assad impliquait également la modernisation générale des infrastructures, couplée à une politique de grands projets, qui s'accompagna de véritables fiascos comme le barrage de Tabqa sur l'Euphrate. Assad impulsa par ailleurs le développement tentaculaire de l'administration. Dans les années 1980, un employé sur cinq travaillait dans la fonction publique. Les effectifs de l'armée augmentèrent de plus de 200 000 hommes, sans compter les forces de police, les diverses milices de l'État-parti, et au moins douze services de sécurité en concurrence les uns les autres. [...] En définitive, l'intérêt permanent du régime résidait dans sa propre survie.

Burning Country.
Au cœur de la révolution syrienne
Extrait de la traduction française de «Burning Country» (p.31-32)

Le 28 janvier 2011, dans la ville d'Hasaké, au nord-est du pays, Hassan Ali Akleh s'immola pour protester contre le régime. Ce geste – qui fut peu remarqué – faisait écho à celui de Mohamed Bouazizi, dont l'immolation six semaines auparavant en Tunisie avait été le déclencheur du soulèvement révolutionnaire transnational connu sous le nom de «Printemps arabe». Des manifestations sans précédent avaient éclaté en Tunisie, en Égypte, au Yémen, à Oman et au Maroc. Elles s'étaient étendues rapidement à la Libye et au Bahreïn et trouvèrent des échos internationaux au sein de mouvements comme Occupy et les Indignados. Cette révolte massive s'élevait contre la représen-

sion d'État, la corruption des élites, la pauvreté et les inégalités. Les mobilisations étaient décentralisées et spontanées. Elles n'étaient ni dirigées par des partis politiques ni déterminées par les discours traditionnels du socialisme, du nationalisme ou de l'islamisme. Il s'agissait de «créer une nouvelle géographie de la libération, qui n'était plus cartographiée à partir des structures de domination coloniale ou postcoloniale», mais comme une «restructuration [qui] impliquait une émancipation bien plus radicale». Ces mobilisations ont uni les gens, principalement les jeunes, au-delà des barrières de classe, de genre et d'orientation religieuse. Le slogan «Al-chaab yourid isqat an-nizam» («Le peuple veut la chute du régime») a retenti à travers les rues et les places du Moyen-Orient. Ces moments d'insurrection ont entraîné la suspension éphémère de l'idéologie absolutiste de l'État sans que pour autant une proposition concrète sur ce qui devait subvenir après la chute du régime fût formulée. La désobéissance civile, les grèves, les protestations et les occupations de l'espace public se sont développées. On mit en place des réseaux, des alliances et l'on partagea des tactiques de luttes, notamment à travers les médias sociaux. Vers la fin du mois de janvier, la dictature de Ben Ali – qui avait duré 23 ans en Tunisie – tomba. Au même moment, le monde entier regardait en direct les images de la place Tahrir au Caire, où des centaines de milliers de personnes scandaient des slogans réclamant la destitution du président pharaon Hosni Moubarak, au pouvoir en Égypte depuis trois décennies.

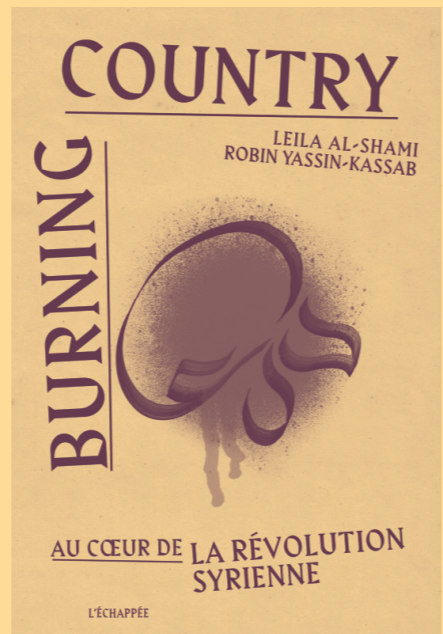
C'est dans ce contexte-là que surgit la révolution syrienne. Selon Assaad al-Achi: «Elle était le résultat direct du Printemps arabe. À Damas, les gens ont commencé par se rassembler autour des ambassades tunisiennes, égyptiennes et libyennes. Certains venaient d'Alep et de Homs. Ils ont commencé à se rencontrer et à se demander "Pourquoi pas nous?". Ces rassemblements furent tolérés jusqu'à un certain point».

Burning Country.
Au cœur de la révolution syrienne
Extrait de la traduction française de «Burning Country» (p.64-65)

Les Syriens se découvraient et découvraient leur pays d'une manière inédite. Ils apprenaient les noms de villes et de villages dont ils n'avaient jamais entendu parler – des lieux comme Kafranbel qui a produit chaque semaine des banderoles, des slogans et des caricatures tellement drôles – et ils portaient un nouveau regard sur des endroits qu'ils pensaient connaître. Homs – bien que bâtie à l'emplacement de la cité antique d'Émèse – était une ville quelconque, située à côté d'une raffinerie de pétrole. Elle faisait l'objet de milliers de blagues désobligeantes. À présent, elle était devenue la capitale de la révolution, une ville digne et admirable dont on chantait les louanges. Auparavant, la compétition aigre et chauvine entre les villes et entre

les régions restait la règle, mais subitement, des gens d'un endroit clamaient leur solidarité avec les autres. «Oh Homs (ou Deraa, Banyas, Deir ez-Zor), nous sommes avec toi jusqu'à la mort», scandaient-ils. Et des Arabes se mirent à apprendre le mot kurde azadi pour dire «liberté». Dans une spirale de violence interminable, les manifestations furent réprimées, occasionnant des funérailles puis des mobilisations plus nombreuses, qui à leur tour entraînaient de nouveaux deuils. À ce stade, toute la rue réclamait une révolution plutôt que des réformes. On vit des manifestants jurer la main levée de continuer la lutte jusqu'à la chute du régime, quoi qu'il arrive. En prenant part aux manifestations et en élevant la voix, des centaines de milliers de Syriens avaient coupé les ponts avec un régime qui ne tolérait aucune dissidence. Par principe, et par nécessité de survie, des millions de personnes s'étaient engagées à détruire le système par des moyens aussi pacifiques que possible. Il ne leur restait plus qu'à construire une alternative.

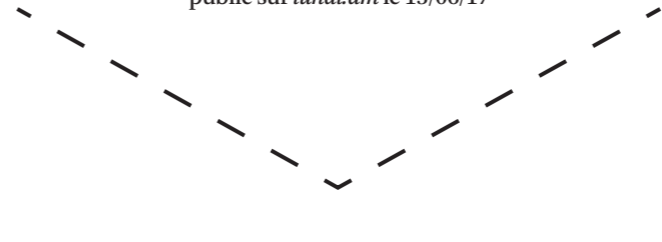
Burning Country.
Au cœur de la révolution syrienne
Extrait de la traduction française de «Burning Country» (p.87-88)



Burning Country, de Leila Al-Shami & Robin Yassin-Kassab, publié en 2018 aux éditions L'Echappée

«LA RÉALITÉ N'EST PAS UN PRINCIPE» ENTRETIEN AVEC UNE JEUNE RÉVOLUTIONNAIRE SYRIENNE

Entretien réalisé par *En Route!*,
publié sur lundi.am le 13/06/17



R. est une jeune alaouite qui vivait dans le centre ville de Damas en mars 2011. En route! tente de rendre compte de la façon dont le visage du monde a changé depuis le début des révoltes arabes fin 2010. Pouvaient être suivis, avant, là: setrouver.wordpress.com. Et maintenant ici: lundi.am/En-Route

Tu vivais à Damas. C'était quoi ta vie avant les débuts de la révolution? Qu'y faisais-tu?

Je suis de Tartus, une petite ville alaouite au nord-est de Damas. Je suis venue faire mes études à Damas. J'ai étudié les sciences politiques et l'économie, et à la fin de mes études j'ai cherché un travail dans une banque. La situation économique en Syrie était très mauvaise, bien avant le début de la révolution. Il y avait vraiment pas beaucoup de travail, les salaires étaient très bas, et c'était normal d'avoir deux ou trois jobs. Moi par exemple j'avais deux emplois différents. Le plus important c'était dans une banque. Au fond ça a été une chance pour moi de travailler dans un endroit pareil, parce-que ça m'a vraiment ouvert les yeux sur ce qu'était la Syrie. Il y avait beaucoup de corruption, il y avait de l'argent qui manquait partout. J'étais souvent mutée de secteur en secteur, parce-que je passais mon temps à rédiger des rapports sur les comptes qui n'étaient pas corrects. Et à chaque fois on me bougeait de bureau en me disant qu'il fallait que j'apprenne à fermer les yeux. Certains de nos clients réguliers étaient des épouses d'officiers de l'armée. Elles étaient toutes enseignantes à la fac, alors qu'aucune d'entre elles n'étaient diplômées. Et tu voyais ces femmes mal parler aux employés, les humilier. C'était ça la Syrie.

Comment est-ce que tu as compris qu'il commençait à se passer des choses en Syrie?

Quand la révolution a commencé en Tunisie, puis en Égypte, Rami Mahlouf¹ est venu à la banque, avec des hommes du renseignement, pour prendre l'argent de la banque. Ils ont sortis tous les billets du coffre, devant nous. Ils les ont mis dans de grands sacs poubelles et sont partis avec. Là je me suis dis qu'il allait se passer quelque chose. Parce que les coffres de la banque étaient vides, les clients ne pouvaient plus récupérer d'argent. Un jour, devant la banque, il y a eu une bagarre avec la police. On voyait ça depuis les fenêtres des bureaux. Ça ressemblait de plus en plus à une manifestation, avec les gens qui prenaient à partie la police, et j'ai voulu descendre. Ma supérieure était à côté de moi. Elle m'a retenue et elle m'a dit «pas encore, c'est trop tôt». Il y avait un peu de désordre comme ça à Damas, mais très peu. Il faut bien comprendre que Damas, c'est très particulier, surtout le centre ville. Le niveau de surveillance est considérable parce qu'il y a beaucoup de bureaux, d'institutions du régime, des ambassades. Alors ici plus qu'ailleurs il ne doit rien se passer.

Qu'est-ce que ça produisait sur les Syriens de voir les images de ce qui se passait en Tunisie, en Égypte?

On avait tous Al Arabiya, Al Jazeera, France 24. On voyait les manifestations en Tunisie, les s'its-in place Tahrir. On entendait les slogans sur la dignité, et ça nous touchait. C'est sûr que c'est venu diffuser quelque chose pour nous. Et puis il y a eu la chute de Moubarak, très vite après le début des manifestations. Là on s'est dit que nous aussi on pouvait faire tomber le régime de Bachar. On pensait que ce serait rapide pour nous aussi. Mais on s'est trompé. Le régime en Syrie

est très différent du régime tunisien ou égyptien. Parce qu'on était tout de même conscients de ça, on était très prudents. Par exemple pour la première manifestation qu'on a organisé à Damas, et qui était en soutiens à Deraa. À Deraa il y a eu ces enfants qui se sont fait arrêter et torturer par le régime pour avoir écrit des tags anti-Bachar sur un mur. Les gens de Deraa ont fait des manifestations, le régime a envoyé l'armée, et a encerclé la ville. Plus personne ne pouvait entrer ou sortir. On craignait qu'il y ait un nouveau massacre, comme celui de Homs en 1980. On avait tout ça en tête. C'était pas facile de savoir quoi faire à ce moment-là, ça commençait à peine et à Damas la situation était très fermée. Comme les nouvelles qui nous parvenaient un peu de Deraa disaient qu'il n'y avait plus de nourriture, plus de lait pour les bébés, on s'est dit qu'il y avait quelque chose à tenter. On a décidé de faire une manif qui ne soit pas ouvertement contre le régime, mais qui parlerait plus de la question du bien-être des enfants, du fait que c'était pas possible qu'ils aient plus de lait... On pensait que ça passerait mieux si ça ressemblait à une manifestation de femmes concernées en tant que mères par le bien-être des enfants! L'important de toute manière c'était qu'on parle publiquement de Deraa à Damas. Qu'il y ait quelque chose de visible. Et pour ça il fallait que ça dure le plus longtemps possible, donc ça nous semblait la meilleure stratégie. On pensait que des femmes parlant de lait ça irait.

Comment vous avez fait pour organiser cette manifestation? Pour faire en sorte que des gens viennent?

Évidemment on a pas parlé de l'idée de la manifestation à n'importe qui. C'était très dangereux ne serait-ce que de l'évoquer, tout le monde se méfiait de tout le monde, et on savait que le régime avait peur qu'un mouvement ne commence en Syrie aussi. Donc on en parlait en tout petit cercle d'amies très proches, 4 ou 5 personnes pas plus. Et chacune de ces personnes avait elle aussi des amies de très haute confiance à inviter à la manif, etc. On en parlait pas au téléphone ou sur les réseaux sociaux, parce-qu'on voulait que personne ne puisse savoir d'où était venue l'idée. Certaines de mes amies et moi, on s'est coupées les cheveux, pour pas que les *chabih*² puissent nous attraper par là si on était poursuivies. On avait fait tourner entre les différents groupes une heure et un lieu de rdv. Le jour de la manifestation on attendait toutes le long de la rue, sur les côtés, aux terrasses de café. Et à l'heure dite, on s'est mises dans la rue. On a sorti des pancartes sur lesquelles il était écrit «vive la Syrie», «Nous aimons le peuple syrien», «du lait pour les enfants de Deraa». Rien contre le régime, rien qu'on puisse nous reprocher. Il y avait déjà des hommes des services dès le début, parce que c'était en plein centre ville. Dans le centre ville de Damas il y a, à tous les coins de rue, ces hommes en lunette noire qui font le piquet! Et puis les *chabih* sont arrivés. On s'est rendues compte qu'être des femmes ça nous protégeait pas du tout! On s'est fait frapper, ils nous ont arraché les pancartes, les ont déchirées, piétinées. Une dame a dit à une *chabiha* «mais c'est le nom de la Syrie sur lequel vous marchez!», et lui l'a poussé et lui a répondu «Qui t'as dit que j'en ai quelque chose à faire de la Syrie».

Est-ce que tu parlais de ton engagement avec ta famille?

J'ai essayé. Mais dès le début je savais que ça serait compliqué. Quand ça a commencé à Baniyas, c'est un quartier de Tartous, beaucoup de mes amis de Damas sont rentrés pour participer. Et ils se sont fait arrêtés. Je voulais aller voir mes parents pour leur raconter. Je pensais leur dire: «ces gens étaient des voisins, nous vivions presque ensemble. Vous les connaissiez très bien. Et bien ils se sont fait arrêtés...» Quand je suis revenue chez mes parents je les ai entendu dire «Les chiens ont été tués à Baniyas...». Donc je savais qu'ils étaient très négatifs quant au mouvement pour la chute de Bachar qui naissait. J'ai essayé d'expliquer que les gens arrêtés à Baniyas étaient professeurs à l'université, que certains étaient des amis à moi. Mon père m'a dit «non, ces gens sont des chiens». Je n'étais pas si surprise que ça, mais vue l'éducation que j'avais eue, j'ai vraiment cru qu'au bout d'un moment leur position changerait. Mais ils ressentaient très fort la pression sociale, du fait d'être alaouites. J'ai fini par comprendre qu'ils chercheraient à tout prix à se protéger. Ils ne vou-

laient pas voir ce qui se passait vraiment. Je suis rentrée à Damas, pour continuer. De temps en temps j'essayais de leur glisser des choses sur la situation au téléphone, sur internet, mais je sentais qu'ils évitaient le sujet. Quand est arrivé le moment où les choses sont devenues plus dures à Homs, dans la banlieue et dans la campagne de Damas, que j'ai vu de mes yeux les gens se faire tirer dessus, mourir en pleine rue,... J'avais vu le sang. Il n'y avait plus de retour en arrière possible. Je sentais que continuer à faire les manifestations ne suffisait plus. Il fallait aussi sonner l'alarme, répandre le plus largement possible ce qui était en train de se passer. Donc je suis retournée voir mes parents. Je suis restée là-bas deux jours, et ils ne m'ont pas adressé la parole. Même dans la maison ils avaient peur de me parler ! Je les ai quand même forcés. Ils m'ont demandé si j'étais membre d'un nouveau parti politique. Je leur ai dit qu'il n'y avait pas de nouveau parti en Syrie, que ce n'était pas une question de ça. Et que de toute façon nous n'avions pas la liberté de faire quelque chose comme créer un nouveau parti ! Ils s'imaginaient que nous étions manipulés de l'extérieur, et ils m'ont posé des questions stupides, du genre si j'avais des connexions à l'étranger. La discussion était très tendue, et à un moment mon frère m'a frappé avec son verre. J'étais blessée, et j'ai quitté la maison. Je ne leur ai plus parlé jusqu'à ce que je parte de Syrie. Ils sont venus me voir quelques heures à l'aéroport avant mon départ. Pendant la période où j'ai été arrêtée, ils n'ont pas cherché à me voir non plus. Pourtant je sais qu'ils étaient au courant. Mais ils ne voulaient surtout pas que ça se sache, et ils ont fait comme si de rien n'était.

Mais tu penses que c'est parce qu'ils étaient vraiment effrayés de la réaction du régime ? Ou que c'est parce qu'ils sont alaouites, et que c'est un vrai choix que de supporter Bachar el-Assad jusqu'au bout ?

Je pense que pour eux c'était un vrai choix de le supporter. Même si en réalité ça n'a aucune répercussion concrète sur l'amélioration de leur vie, le fait que le président soit alaouite c'est quelque chose de très important pour eux. Ça leur donne le sentiment d'être au-dessus des autres. Je ne peux leur donner aucune excuse. J'aimerais pouvoir dire qu'ils avaient peur, qu'ils ne voulaient pas parler ou prendre part à tout ça parce qu'ils avaient peur de se faire tuer. Mais des tas de gens sont morts ! Ils n'ont pas d'excuse. Il faut que tu comprennes quelque chose à propos des alaouites. Pour moi les alaouites c'est beaucoup plus qu'un groupe religieux. En Syrie c'est avant tout un groupe politique. Il s'est construit comme ça depuis des années. Leur religion, leur dieu, c'est Bachar el-Assad. Donc ils doivent le soutenir quoi qu'il arrive. Il y a sans doute de la peur aussi qui explique que des gens ne s'engagent pas, mais la dead line c'est Bachar el-Assad. Il y a beaucoup de gens, d'alaouites, dont les enfants ont été tués par le régime. Peut-être certains d'entre eux ont commencé à avoir ce pressentiment que quelque chose n'allait pas. Ma tante par exemple avait deux fils. Un des deux est encore porté disparu aujourd'hui. Et l'autre, qui était appelé dans l'armée, s'est fait tuer. Ils lui ont rendu le corps, mais elle n'a pas été autorisée à le voir. Pourquoi et comment est-il mort ? Beaucoup de militaires qui ont déserté disaient que ceux qui ne voulaient pas tirer dans la foule prenaient une balle dans le dos. C'est sans doute pour ça qu'ils ne l'ont pas autorisée à voir son corps. Ça a rendu ma tante folle. J'ai entendu pleins d'histoires comme ça. Mais malgré ça il y a encore des gens pour dire que ce qui se passe c'est une victoire ! Le régime est allé jusqu'à déplacer des ministères à Tartous, comme le ministère des affaires étrangères. Alors que Tartous c'est une toute petite ville en Syrie, complètement insignifiante. C'est vraiment une manière de récompenser les gens pour leur loyauté. Pour avoir laissé mourir ses propres enfants sans réagir.

Tu disais que le régime de surveillance à Damas était particulier, notamment parce que l'endroit était très important pour le régime. Comment vous y faisiez face et qu'est-ce que c'est venu changer pour vous au fur et à mesure ?

On a appris à se déplacer différemment dans la ville. Depuis la rue de Baghdad jusqu'au centre de Bab Touma par

exemple, tu peux circuler par de très étroites ruelles entre les vieilles maisons. Personne ne passe par ces chemins, parfois seule une personne peut y circuler. On passait par les toits aussi pour se rendre à un point de rendez-vous. Pour chaque pâté de maison le régime avait un petit bureau de renseignement, et nous déplaçait comme ça nous permettait de faire en sorte que nos déplacements ne soient pas traçables. Au bout de la troisième manifestation on a décidé d'avoir des bâtons pour pouvoir se défendre contre les *chabih*as. On ne voulait plus se faire frapper, subir, devoir partir en courant, se cacher, être arrêtés. Nous voulions manifester, il fallait nous en donner les moyens. Mais on était vraiment trop peu nombreux et ça n'a pas marché. À partir du deuxième mois de la révolution nous ne vivions plus dans nos maisons. On bougeait de zones en zones. Mais malgré tout ça, nous nous sommes retrouvés à nu face au régime. Les forces de police voyaient exactement qui on était, parce qu'on était toujours les mêmes. Nous n'avions aucun soutien dans la ville. Les gens avaient vraiment peur, ou alors ils étaient pro-régime. Ou simplement c'étaient de grands commerçants, des banquiers qui voulaient juste que le business continue, qu'il n'y ait pas d'interruption. À partir de ce moment là les choses devaient changer pour nous si nous voulions continuer le mouvement. Ou c'était la mort. Certains d'entre nous se sont fait arrêtés et les autres sont partis dans d'autres villes. Et le centre de Damas s'est peu à peu vidé.

Donc vous rentrez peu à peu en clandestinité. Mais comment vous vous organisiez ? Comment vous faisiez pour savoir que c'était sûr d'aller chez telle ou telle personne ? Et pour l'argent ?

En ce qui me concerne, pour l'argent, j'avais des économies à ce moment là. J'avais deux boulots différents. Pas mal de mes amis avaient réussi à demander de l'argent à leurs parents, à des amis. Et tout ce que les uns et les autres avions récupéré, nous le partagions. Quand nous allions dans les villages ou les petites villes à la campagne, les gens nous accueillait. Une fois qu'on a quitté le centre de Damas, on était accueillis dans des familles de cette zone, et on vivait avec eux. Tous ça ce sont des contacts qui se sont faits au fur et à mesure de la révolution, pendant les deux premiers mois. Des amis qui vivaient dans le centre de Damas, avec qui on faisait des manifs, étaient originaires de cette zone par exemple, et au fur et à mesure ont compris qui dans leur famille, qui de leurs amis participaient au mouvement. Et puis comme la répression était plus violente dans les quartiers périphériques de la ville ou dans les villages au tout début, que le régime tirait sur la foule, il y avait des enterrements. On essayait toujours d'y aller, en soutien, et de cette manière on a rencontré beaucoup de monde. Ensuite savoir quelle était la zone sûre où aller, en fait c'est devenu clair très vite.

Est-ce que le fait d'être une femme ça changeait quelque chose ?

Dans le centre de Damas, être une femme ne changeait rien. On a commencé par une manifestation de femmes, mais on n'était pas un mouvement de femmes. Comme je l'ai expliqué tout à l'heure, c'était stratégique, parce qu'on pensait que ça nous protégerait. C'était pas le cas. On a vite réalisé que le régime ne faisait aucune différence entre les enfants, les femmes, les hommes, les vieux. La répression qui s'exerçait sur nous était la même. En tous les cas en ville, sortir pour une femme, faire les manifs, c'était la même chose que pour un homme. À la campagne être une femme dans la rue c'était différent, les gens étaient pas habitués à cette présence. Et notre présence est venue déplacer beaucoup de choses. Mais de toute manière c'était important pour moi de continuer coûte que coûte, et avec les gens qui se mobilisaient. À la campagne aussi il y avait beaucoup de femmes qui étaient sorties manifester dès le début. Quand on est arrivées dans ces coins là, on a continué à faire les manifestations sans hijab, avec nos cheveux courts à cause de la première manif à Damas. Et les autres femmes ça les rendaient fières de nous voir manifester comme ça, la tête nue. Après dans certains quartiers et certaines villes, il y a eu des stratégies délibérées de la part du régime de s'en prendre aux femmes. Les

*chabih*as sont rentrés dans certains quartiers pour enlever spécifiquement des femmes, ou pour les violer, en guise de représailles. Et pour une femme quand tu es arrêtée, tu as toujours cette possibilité qui est là, et dont le régime a usé de manière systématique au bout d'un moment. Alors pour ça oui, il y a un truc particulier pour les femmes. On est pas du tout épargnée en tant que femme, on prend les mêmes risques que les hommes.

Qu'est ce que tu as fais quand tu es arrivée dans la campagne de Damas ?

Quand on est arrivés là-bas on s'est mis à organiser des discussions, des assemblées pour pouvoir décider ensemble de quels types d'événements, de manifestations on voulait. C'était une manière de pousser plus loin les organisations de manifestations, et là-bas c'était possible. On s'est mis à faire des affiches, à écrire des textes ensemble pour les distribuer. Il y avait beaucoup de débats sur la manière d'exprimer les choses, comment en parler. C'était une période très riche. En même temps on était assez isolés. Le régime avait dressé des barrages sur des routes, et on avait pas de médicaments qui arrivaient, les blessés ne pouvaient pas être convenablement soignés. On a organisé un petit centre médical dans le village où on était. On a mis ça en place avec un ami médecin qui faisait des choses depuis le début avec nous dans le centre de Damas et qui est venu avec moi. Les étudiants en médecine qui étaient revenus chez eux pour participer aux manifestations se sont mis à y travailler, et à former d'autres gens. En même temps on a cherché à obtenir du matériel de premier secours. Pour l'acheminement du matériel depuis la frontière libanaise, on avait l'aide de gens influents localement. Des gens qui officiellement soutenaient le régime, mais qui en fait étaient de notre côté. Par exemple un homme d'une grande famille de Sueca faisait les allers-retours pour nous au Liban. Sa voiture n'était jamais fouillée, donc c'est lui qui nous ramenait le matériel médical. Au début aussi c'était plus facile. Parce que le régime ne connaissait pas les petites routes, les petits chemins qui menaient d'un village à un autre, alors que des gens du village vivaient de la contrebande avec le Liban par exemple, et connaissaient ça très bien. En plus de ça, dans le village, on s'est mis à faire des trous dans les murs pour pouvoir circuler de maisons en maisons, et transporter du matériel, de la nourriture, pour que les gens puissent se déplacer sans passer par la rue. On faisait surtout ça dans les quartiers périphériques de Damas qui étaient connectés à la campagne. Parce que c'est de là qu'arrivait le matériel, et qu'il pouvait transiter.

Est-ce que tu peux nous raconter ton arrestation ?

Ils m'ont arrêtée à Bab Touma, le jour d'une manifestation que nous avions organisé entre plusieurs quartiers et avec les gens du village où j'étais partie. Nous étions six en tout, trois garçons et trois filles de mon groupe. Ils nous ont emmenés dans un commissariat. Des hommes du renseignement sont venus, et ont dit à tous les policiers de sortir. Puis ils ont commencé à fouiller nos sacs. Dans le mien ils ont trouvé des textes. Sauf que j'en avais fait de tous petits morceaux, donc ils n'ont trouvé qu'un tas de petits confettis. Ils ont essayé pendant deux heures de reconstituer les textes avant d'abandonner. Par contre j'avais pas eu le temps d'éteindre mon téléphone. La sonnerie c'était un chant révolutionnaire, « Nous sommes les révoltés, et nous en sommes fiers », quelque chose comme ça. Et le volume était vraiment fort. Tous mes amis essayaient de m'appeler pour savoir ce qui se passait, ils ne savaient pas que j'avais été arrêtée. Donc le téléphone n'a pas arrêté de sonner, et le chant révolutionnaire résonnait dans tout le commissariat ! Au bout de douze heures ils nous ont emmenés à la prison civile pour passer la nuit. Le lendemain ils nous ont emmenés tous les six au centre des renseignements à Bab Ou-Salah. Ils nous ont conduits sous terre, et c'est vraiment incroyable d'imaginer qu'il y a quelque chose comme ça à cet endroit. C'est vraiment gigantesque, je pense que c'est aussi grand que tout le pâté de maison. On imagine pas un truc aussi énorme sous terre, même quand on sait que c'est le principal bureau du renseignement de Damas. On avait pas d'eau, donc

c'était très sale. Les toilettes c'était un trou dans un coin de la pièce, dans laquelle on était nombreux. On est tous tombés malades. Hommes et femmes étions ensemble, il y avait aussi des enfants avec nous. Il y avait vraiment beaucoup d'enfants. Pour moi c'était l'hôtel quatre étoiles, comparé à d'autres personnes arrêtées en Syrie. Déjà moi je faisais partie de gens qu'ils considéraient comme ayant des liens importants à l'extérieur. Avec mon groupe on avait été en contact avec des journalistes, des avocats, des notables, et ça nous protégeait un peu. Avec moi qui suit alaouite, ou avec des gens qui avaient un peu mon profil, ils se sont pas permis les choses qu'ils se sont permis avec les jeunes de Deraa, de Homs qui étaient en cellule avec moi. Eux ils ont été torturés à l'électricité par exemple, et d'autres choses bien pires. Moi j'ai juste été battue. Les interrogatoires se tenaient dans la cour centrale. Pour que tout le monde voit et entende ce qu'ils faisaient aux gens pour qu'ils parlent. Et ils commençaient à frapper, ou à électrocuter. C'était comme ça toute la journée. Moi, ils venaient me chercher la nuit pour m'emmener en interrogatoire. Et c'était pareil pour les amis de mon groupe, on n'avait pas les interrogatoires dans la grande cour au milieu des cellules. On allait dans une pièce fermée plus loin. Dès le début j'ai dit à l'agent chargé de mes interrogatoires que j'étais contre le régime, que je voulais aller en manifestation, que j'y étais déjà allée avant celle-ci. Je lui ait dit que je ne mentirais pas. D'abord il a tenté le truc diplomatique : « tu es si jeune, tu ne sais pas ce que tu fais ». Je lui ai dit que si, que je savais exactement ce que je faisais. Je lui ai dit qu'on pouvait débattre de l'histoire et de la politique syrienne sans problème, que je n'étais pas une jeune imbécile perdue. À chaque moment de la discussion où il se sentait en difficulté, il cognait.

Quand on nous a emmenés au tribunal, on m'a attachée avec un enfant qui était avec moi en cellule, il avait huit ans. Mon autre poignet était attaché à celui d'un homme de 80 ans, un monsieur de Douma. On était enchaînés avec de lourdes chaînes, les uns aux autres.

Là on est passé devant un juge. On nous a demandé « qui veut parler au nom du groupe », j'ai dit que je le ferais. Je lui ai expliqué ce qui s'était passé. Et le juge m'a demandé « est-ce que les services de renseignement vous ont donné une notification pour arrêter la manifestation que vous n'auriez pas respectée ». J'ai répondu que non. Que des gens sans doute payés par le régime ont sorti de grands couteaux, et avaient commencé à frapper les gens avec. Là le juge m'a dit que ce n'était pas le cadre légal de la loi si nous n'avions pas été notifiés d'arrêter la manif. On s'est regardés tous les six, on n'y croyait pas. Je me suis dit « mais on est en Syrie ou quoi ? C'est une blague ? ». Et ils nous a dit « vous êtes libres ». Ensuite ils nous ont envoyés dans les cellules du tribunal, et nous y sommes restés encore deux jours. On nous a alors dit « vous êtes renvoyés devant le juge ». Évidemment c'était trop beau. On s'est retrouvés devant un autre juge, c'était une femme. Elle a dit qu'après discussion autour de notre dossier, certains ont dit qu'il nous fallait un avocat. Mais qu'on était pas autorisés à en avoir un, parce qu'on ne serait pas considérés comme des civils à qui s'applique le droit. Elle nous a dit que nous étions des chiens, et que nous n'avions aucun droit. Elle a commencé à énumérer les charges contre nous. Sept chefs d'inculpation pour moi, neuf pour un autre ami. Ne pas avoir respecté le président, ne pas respecter le pays, constituer des groupes contre la société, contre le régime... Elle a retenu tout ce qu'elle pouvait contre nous. Elle nous a dit qu'il y aurait une autre session à la cour, un mois après. Qu'il faudrait qu'on déclare où on allait vivre pendant ce mois, qu'on serait surveillé, qu'il ne fallait pas qu'on fasse quoi que ce soit jusqu'à ce moment-là. Après cette entrevue avec elle on a pu sortir. La plupart d'entre nous avons quitté la Syrie. On est allés au Liban, en Jordanie, en Turquie, ... Moi aussi j'ai décidé de partir de Syrie. J'étais persuadée que ce serait pour une courte période. À l'époque ça semblait la seule chose à faire. Le régime nous surveillait, savait qui nous étions. Il fallait à tout prix éviter cette deuxième session devant le juge. On pensait vraiment pouvoir revenir. Mais ça n'a pas été mieux. Ceux qui essayaient se faisaient arrêter, tuer. Certains de mes amis sont restés jusqu'à l'année dernière en prison, et sont sortis grâce à un autre échange

de prisonniers. Ils ont échangé des combattants iraniens à la solde du régime contre des femmes de notre groupe.

Les gens se mettent à prendre les armes pour protéger les manifestations des tirs du régime. Comment ceux qui ont pris les armes en parlaient ?

Quand je me suis faite arrêtée par exemple, je suis tombée sur des gars de Douma, de Deraya, et de Hadra. On était dans la même cellule. Et ils me racontaient qu'au deuxième ou troisième mois de la révolution ils ont dû utiliser des couteaux pour se défendre, parce que le régime rentrait dans les maisons pour essayer d'emmener les femmes. Un des jeunes disait qu'il n'avait même pas l'intention de se battre. Qu'il avait trop peur des conséquences. Mais « ils nous ont forcé, en faisant ce genre de choses, à nous défendre. » Donc le fait que des gens s'arment, et ça a parfois commencé avec des couteaux de cuisines, c'était vraiment pour se protéger de la folie du régime. C'est comme ça que les gens en parlaient.

Aujourd'hui on entend beaucoup de Syriens exilés dire que c'était une erreur de prendre les armes face à Bachar, qu'ils étaient pacifistes et ne voulaient pas de ça. Tu dirais ça aussi ?

Tous les groupes, tous ceux qui s'organisaient au sein du mouvement contre Bachar ont eu, à un moment, une discussion autour des armes. Tout à coup on s'est mis à voir des médecins, des ingénieurs, des étudiants se battre. Et ils ne voulaient certainement pas voir leur vie devenir ça. Le seul qui voulait ça dès le début, et qui a fait en sorte que ça advienne, c'est Bachar. Il ne nous a pas laissé le choix, c'était ça ou se faire massacrer. Ça ne l'a pas empêché de le faire, mais au moins on s'est laissé une chance de gagner. Les « dreamers », je les appelle comme ça exprès, continuent à dire qu'il ne fallait pas prendre les armes. Mais ils n'ont absolument aucune réalité de ce qu'était le terrain alors. Combien de personnes j'ai vu tomber en manifestant ? De gens se prenant des balles du régime alors qu'ils manifestaient ? Pendant deux mois nous avons vécu ça, impuissants. Quand nos amis sont allés à Homs voir comment s'organisait le mouvement là-bas, ils étaient tellement fiers des gens qui protégeaient les manifestations. En rentrant ils nous disaient que les manifs à Homs étaient bien protégées, bien organisées. Que c'était pas que des déserteurs mais aussi des gens de ces rues, de ces quartiers protégeant leurs familles, leurs amis. Qu'ils ne tiraient pas sur l'armée syrienne, qu'ils attendaient ce qui allait se passer pour éventuellement réagir. Ces mêmes personnes qui chantaient les louanges de ce mode d'organisation, je les entend aujourd'hui dire « non, on ne voulait pas que des gens prennent les armes, c'était une erreur... » Ils ne devraient pas réécrire les choses comme ça. À l'époque, après leur retour de Homs, on a essayé d'organiser des comités d'autodéfense armée pour protéger les manifestations. C'est la fois où je me suis faite arrêtée. Donc des gens qui disent aujourd'hui qu'ils voulaient que le mouvement soit « pacifique » se sont de fait organisés pour constituer des groupes de défense armée. Il ne faut pas venir dire le contraire aujourd'hui ! Nous ne voulions pas des armes depuis un principe, indéniablement. Mais la réalité n'est pas un principe ! Et dans la situation on ne choisissait pas depuis des principes, mais depuis ce qui nous rendait plus forts.

1 Rami Mahlouf est le cousin et bras droit de Bachar el Assad. C'est un homme d'affaire connu dans ce milieu pour sa prédation. Il a notamment fait enfermer un entrepreneur syrien qui contestait l'attribution frauduleuse de la franchise Adidas en Syrie au profit, justement, de Mahlouf.

2 Le mot « chabiha » signifie littéralement « fantôme, apparition ». Ce sont des mercenaires du gouvernement syrien qui oeuvrent en civil. Leur mission va du maintien de l'ordre aux arrestations « à domicile », en passant par l'organisation de fausses manifestations.



Place Tahrir, Egypte, début 2011



La foule déchirant un portrait de Bachar el-Assad, 03/11, Deraa



La manifestation de femmes pour Deraa, 30/04/11, Damas



Prison militaire de Sednaya, à 30km au nord de Damas

« J'AVAIS 17 ANS QUAND TOUT A COMMENCÉ » CINQ ANS DE RÉVOLUTION SYRIENNE

Entretien réalisé par *En Route!*,
publié sur *lundi.am* le 19/12/16

? a participé dès 2011, alors qu'il n'avait que 17 ans, au soulèvement contre le régime de Bachar el-Assad à Deir ez-Zor. Il a dû en 2015 fuir son pays.

Est ce que tu peux commencer par nous raconter comment ça se passait avant le début du soulèvement à Deir ez-Zor ? Comment ça se passait avec le régime mais aussi comment ça se passait entre les différentes communautés religieuses et le rapport que vous aviez à « la politique » ?

À Deir ez-Zor, les gens étaient plutôt mélangés. Il y avait des quartiers avec des chrétiens sans qu'ils soient forcément identifiés comme « quartiers chrétiens ». Ça arrivait qu'il y ait des mariages mixtes. Ma première copine était chrétienne et une personne de ma famille est mariée à un Kurde. À partir de 2010, dans un village à côté de l'aéroport de Deir ez-Zor, à Jaffra, il y avait des chiites irakiens qui sont venus pour essayer de convertir les familles. Ce village est devenu connu car tous les habitants se sont convertis au chiisme. Les tentatives de la part des régimes iraniens et irakiens de faire du prosélytisme auprès de villageois syriens ont déjà été sujet de tensions dans le passé. Dans la province de Hassaka par exemple c'était plus divisé. Depuis longtemps il y avait des régions, villages ou quartiers qui étaient spécifiquement chrétiens kurdes ou arabes. A Raqqa et à Deir ez-Zor par exemple ce n'était pas comme ça. Dans plusieurs villes il y avait des alaouites qui travaillaient à des postes importants comme directeurs de lycées ou d'administrations qui venaient de la côte. On savait qui était alaouite et on les reconnaissait à l'accent. En tout cas pendant les manifs on est sortis tous ensemble, le mot d'ordre c'était la chute de Bachar, c'est tout.

En ce qui concerne le régime, on sentait sa menace surtout par la présence des services secrets partout, de la surveillance permanente, c'était connu de tous. Tout le monde savait qu'il y avait beaucoup de services secrets dans les cafés, dans les écoles, partout. On en connaissait certains mais d'autres le faisaient plus discrètement, ils discutent avec toi sans que tu puisses le savoir. Il y avait même des personnes des services qui se faisaient passer pour des mendiants. Les gens étaient très attentifs à ne pas faire de faux pas dans tous les liens qu'ils entretenaient avec le gouvernement. Avant la révolution quand quelqu'un rentrait en prison il subissait systématiquement un interrogatoire pour savoir s'il faisait de la politique ou connaissait quelqu'un qui avait une pratique ou des contacts politiques. Il arrivait souvent que les gens deviennent indics contre un salaire à leur sortie de prison. A Deir ez-Zor il y avait beaucoup d'anciens prisonniers politiques ou de personnes qui avaient été politiquement actives. Mais personne ne parlait de politique, même en famille on n'en parlait jamais. Par exemple on savait que tel oncle ou tel cousin avait été en prison à l'époque de Hafez el-Assad sans savoir pourquoi. On ne pouvait en général même pas savoir qui avait été en prison ou pas. On avait peur du régime. On n'aurait jamais pensé ne serait-ce qu'à insulter Bachar el-Assad. Quand des gens sont morts à Deraa¹. Il y a eu un basculement... Et là on a commencé à parler, par exemple avant je savais vaguement qu'il s'était passé quelque chose à Hama² mais c'est seulement après le début de la révolution que nous avons commencé à avoir des images et à en parler vraiment.

Qu'est ce qui a déclenché les premières manifestations en Syrie, et ce basculement général ?

On voyait ce qu'il se passait en Égypte, en Tunisie, en Libye, à la télé. D'ailleurs avant qu'il se passe quoi que se soit à Deir ez-Zor il y avait des gens qui se faisaient arrêter parce qu'ils mettaient Al-Jazeera (qui était pro-révolutionnaire à ce moment là) dans leurs maisons ou leurs cafés. Mais à Deir ez-Zor, nous étions très coupés des autres régions, du fait de l'absence de technologies et de moyens quand bien même Deir ez-Zor produit 70 % du pétrole syrien ! Donc, on était pas très influencé par les informations, tout le monde n'avait pas l'électricité, et les gens ne regardent pas trop la télé, ce sont surtout les vieux qui la regardent. Personne n'est sorti dans la rue grâce à la télé. Par contre, on avait internet. À Deraa il y a eu les premières histoires d'arrestations où des gamins qui avaient fait des tags, se sont fait arracher les ongles. Puis ils ont tué Hamza Kattahib, un adolescent, et les photos de son corps ont été diffusées partout sur Facebook. En même temps sur « Syria » une chaîne de télé pro-régime, ils avouaient que ce jeune s'était fait arrêter mais qu'il s'agissait d'une embrouille personnelle entre un officier et sa famille. Le jeune aurait agressé sexuellement la femme de l'officier. Sauf que ne serait-ce que le visage enfantin de l'enfant rendait le bobard peu crédible. Dans le même registre, les familles de la dizaine d'ados arrêtés à Deraa avaient demandé publiquement à retrouver leurs enfants. Ce à quoi les officiers auraient répondu « apportez-nous vos femmes on vous en fera des nouveaux. » Je ne suis pas sorti dès la première manif, d'une part parce qu'il n'y avait pas beaucoup de monde qui sortait dans la rue et d'autre part parce que le régime tirait sur les manifestants. J'ai commencé à sortir à la troisième manif, en m'y rendant j'ai entendu des coups de feu. Ils venaient de tuer Mohamed Mulla Aïssa. Il était en troisième, et moi en seconde. Au début on était juste dans la rue, on n'avait pas l'impression de faire de la politique. Nous avions juste espoir que Bachar tombe. En tout cas, on ne se disait pas que c'était juste des événements, on pensait tout de suite à une révolution. Quand on a appris que le régime avait émasculé un gamin, il ne pouvait plus y avoir de retour en arrière.

Racontes alors comment vous vous êtes organisés pour les premières manifestations ?

J'avais 17 ans quand tout a commencé. Quand on sortait en manif on ne le disait pas à nos familles car elles auraient eu peur que l'on soit arrêté ou tué. On faisait les manifs après l'école, le soir. Dans la première où je suis allé, nous étions trente personnes. Au début il y avait peu de gens, puis nous avons été des milliers. Un des premiers slogans était « celui qui ne participe pas n'a pas d'honneur ». Pour s'organiser, on se parlait par téléphone sans dire directement les choses. Je vais vous raconter une manif du début, qu'on a fait dans notre rue. On avait prévu ça entre lycéens à l'école. Nous nous sommes mis d'accord à plusieurs que nous dirions à nos parents que nous avions des cours particuliers. Les gens avec qui je me suis organisé à l'école étaient des gens que j'avais déjà vu à des manifs, c'est ça qui a aidé à reconnaître nos alliés. Nous avons donc fait une réunion à peu et chaque personne à cette réunion avait des amis qui connaissaient des gens. Chaque personne amenait donc sa bande de potes. En gros on a organisé cette manif entre nous. On avait déterminé un lieu de rendez-vous, et avant la fin des cours on est partis de l'école et nous sommes allés voir des amis dans une autre école pour leur dire « ce soir il y a une manif ». C'était la première fois qu'il y avait une manif dans cette rue parce que dedans il y a un commissariat, un bâtiment de la sécurité militaire, une académie de police, un bureau de recrutement et un centre d'entraînement de l'armée. On pensait que personne n'allait venir à notre manif. A ce moment là, il y avait déjà eu des morts, il n'y avait pas encore de combats mais la police tirait sur les manifestants. On avait préparé sept masques ! Je m'étais fait un masque en cousant un t-shirt. On faisait attention à ne pas être reconnu sur les vidéos des manifestations, parce que le gouvernement arrêtait ceux qui pouvait être reconnus. Donc on avait les masques, un ami avait amené des baffles, j'avais la batterie de la moto de mon frère, un autre a apporté un micro. A 19h30, il commençait à faire nuit.

Comme on habitait là, on a juste eu à sortir de chez nous. Nous avions planqué les masques sur le chemin, à coté d’une église et nous avons écrit des slogans sur les murs, des slogans comme « que le régime tombe », « liberté » ou « Syrie libre ». J’attendais trois de mes amis qui devaient venir avec des potes à eux pour commencer la manif. Nous avions des camarades qui faisaient le guet à différents endroits et devaient prévenir en cas d’arrivée de la sécurité militaire ou de la police. J’attendais l’arrivée de tout le monde et à 19h30 j’ai vu mes amis qui mettaient les masques, j’ai donc fait pareil. Et là, nous nous sommes rendus compte qu’il y avait plein de gens qui attendaient sur les cotés pour participer. Un ami a donc commencé à chanter dans le micro, « liberté, liberté, pour les gens de Deir ez-Zor ... ». Tout ceux qui étaient dans les magasins ou sur le coté sont sortis et ont rejoint la manif. On a vite été 300. Dans cette rue il y avait toujours plein de marchés et de boutiques donc il y avait plein plein de gens. Les magasins ont commencé à avoir peur et à fermer. Moi je gardais toujours mon téléphone près de moi, attendant l’appel éventuel d’un guet. Au bout de dix minutes, on a tourné à un coin de rue, et là un des guetteurs m’a appelé mais son téléphone a coupé. On s’attendait pas à ce que la police arrive en voiture, il sont arrivés en pick-up. On a donc crié « Dispersion ! Dispersion ! ». Ils ont arrêté trente à trente-cinq personnes. Sur les sept ayant participé à organiser cette manif, cinq ont été arrêtés. Un ami et moi avons réussi à nous échapper. Nous nous attendions à ce qu’ils les tuent, et obtiennent nos noms puis nous nous arrêtent. Donc à partir de là, je n’ai plus dormi chez moi. Ils ont été libérés après avoir été frappés sévèrement. Certains ont révélé des noms mais pas les bons, pas les nôtres en tout cas. A cause de cette manif nous nous sommes fait beaucoup embrouiller par les comités de coordination qui sont un peu plus organisés. Ils faisaient toujours leurs manifs au même endroit. Nous nous étions dit que de toutes manières, les gens se font arrêter partout alors pourquoi ne pas la faire dans cette rue même si c’est dangereux.

Les manifestations ont continué, cette période a duré moins d’un an. Je me souviens qu’à un moment, j’allais tous les jours en manif. Pour les plus grandes, on devait être 15 000. On était sûrs que le régime allait tomber. Puis, après l’été les manifestations ont commencé à être de plus en plus organisées, les armes ont commencé à apparaître pour défendre et protéger les cortèges d’éventuels tirs.

C’est quoi les comités de coordination dont tu parles, ceux qui vous ont reproché la première manif que vous aviez organisée ?

Ils faisaient surtout de la distribution de tracts et de l’organisation de manifs. Ils connaissaient plus de monde et étaient plus âgés que nous, ils avaient entre 20 et 30 ans. Après la manif que nous avons organisée seuls, nous n’avons pas recommencé mais nous sommes plutôt allés à leurs manifs. De notre manif certains disaient que nous avions été inconscients, que c’était de notre faute si tant de gens avaient été arrêtés, mais d’autres disaient que c’était une victoire, que c’était courageux de manifester là-bas. Lorsque les villes ont été libérées, les comités de coordination se sont transformés en conseils municipaux en y incluant des personnes des générations plus âgées. De manière moins fréquentes, s’ils sont armés, ils peuvent devenir membres de l’ASL (Armée Syrienne Libre).

Il y a eu toute cette première période de manifestations jusqu’à fin 2011, où les cortèges ont commencé à se structurer, à s’armer contre les attaques du régime. Ensuite, comment s’est passé le basculement vers la constitution d’un front armé, avec la création de l’ASL et de zone libérées ?

Effectivement, il y eu cette période, en 2012, à Deir ez-Zor et ailleurs en Syrie, où il y avait des manifestations armées mais sans volonté offensive. C’était pour se protéger et se couvrir des tirs de la police et des militaires. Certains membres de tribus des campagnes alentours, sont venus armés, protéger les manifs avant même la création de l’ASL. Ils venaient dans les manifestations en disant: « je suis Hassan truc je viens du village machin... ». Il y avait aussi des habitants de la ville qui ont pris les armes. Dans certaines villes, on pouvait voir des snipers sur les bâti-

ments au dessus de la manifestation, qui tiraient sur la police lorsqu’elle tentait de s’approcher. Les gens cultivés, les gens qui faisaient de la politique étaient en général contre les armes. Mais chez nous, il y a un peu cette culture où si quelqu’un tue quelqu’un d’autre, il doit être tué, il y a cette culture de la vengeance.

Ensuite à l’été 2012, on a entendu parler à la télé de l’arrivée de l’armée depuis Palmyre pour réprimer les manifestations. On a appelé ça la campagne militaire sur Deir ez-Zor. Il y en avait déjà eu dans d’autres villes. Nous savions donc que l’armée arriverait dans dix jours par exemple. On a commencé à ériger des barricades et des check-points pour attendre l’armée. Les barricades étaient faites avec n’importe quoi, des tables, des canapés, des bidons. Nous ne nous attendions pas à voir des tanks. Tous les gens qui avaient des armes restaient sur ces barricades pour les tenir. A ce moment tout n’était pas libéré mais la police sortait peu, eux et les services de sécurité ne pouvaient plus se promener librement dans tous les quartiers. S’ils sortaient, ils tiraient un peu sur les barricades avant de rentrer dans leurs bases. L’État avait décrété un couvre-feu, donc ceux qui étaient dehors étaient potentiellement des cibles. Prenons ma rue comme exemple, on pouvait circuler jusqu’à un certain niveau de la rue, jusqu’à la zone couverte par les snipers du régime donc on y allait pas la nuit au moins. La police avait peur d’être attaquée dans ses bases, donc ils avaient mis des snipers autour.

L’armée est arrivée un matin avec plein de tanks. Je n’avais jamais entendu le bruit d’un tank mais mon père a reconnu le son des moteurs et des chenilles. Alors les rumeurs ont circulé, qu’ils avaient tué untel ou tiré à tel endroit. Ils ont cherché à tirer sur les quartiers où il y avait beaucoup de check-points d’insurgés. Il y avait des quartiers comme le quartier de Jbéllé, un quartier de maisons et ils n’ont pas pris la peine de viser, ils ont tiré indistinctement sur les maisons. Pendant cette offensive, j’avais peur car je pensais qu’ils avaient peut-être mon nom et m’arrêteraient. Toujours est-il que je voulais descendre dans la rue, mais mon père me l’a interdit. Lui, par contre il est descendu dans la rue, une fois il est tombé sur l’armée qui lui a demandé dans quels quartiers on pouvait trouver beaucoup d’hommes en armes. Ce à quoi mon père a répondu « des hommes armés chez nous il n’y en a pas, il y a des révolutionnaires ». L’armée lui répondit que si il n’avait pas été vieux, ils l’auraient embarqué. Pour faire face aux tanks, nous n’avions que quelques kalachnikovs, des molotovs, des carabines et fusils à pompes. Ceux qui avaient fait leur service militaire montraient aux autres comment utiliser les armes. L’armée est restée dix jours. Elle est partie après avoir fini de détruire les barricades, arrêté et tué plein de gens. Ils ont arrêté ceux qu’ils pensaient être les leaders. Je ne suis pas sûr des chiffres exacts mais ils ont arrêté à peu près 1500 personnes, et tué environ 300 personnes. Quand on a vu que l’armée avait tué des enfants et des civils au hasard nous nous sommes d’abord caché puis nous avons rejoint la rébellion. Le régime est resté deux mois en place, avant l’arrivée de l’Armée Syrienne Libre. Juste après les dix jours d’offensive de l’armée sur Deir ez-Zor il y a eu une très grosse manifestation dans laquelle il y a eu quarante morts. Les slogans sont devenus plus durs. On commençait à dire « on va couper la tête à Bachar el-Assad » et on criait les noms des martyrs. On chantait que l’on apporterait la tête de Bachar sur leurs tombes, on disait aux martyrs « on oublie pas votre sang », on chantait pour la libération des prisonniers etc. Après cette grande manif, il y a eu les enterrements, et à l’occasion des enterrements il y avait encore des manifs. Une fois, on est allé enterrer sept martyrs au cimetière, et des mecs de l’ASL protégeaient l’enterrement. On devait descendre dans une petite vallée avant de remonter sur une colline en haut de laquelle nous allions les enterrer. Autour de cette colline, il y avait d’autres collines sur lesquelles se trouvaient les services de sécurité qui tiraient à la mitrailleuse lourde sur l’enterrement.

À ce moment là, il y a l’Armée Syrienne Libre et les combats commencent. D’où venaient les combattants et qu’est ce que tu as fait une fois qu’il n’y avait plus de manifestations ?

C’étaient des gens de la ville et de la campagne autour, certains venaient de Homs. Les quartiers de Baba al Homs et Khaldiye ont été repris par le régime et les combattants de ces quartiers ont alors rejoint Deir ez-Zor. C’était fin 2012. Ce n’est pas tant l’ASL qui est arrivée à Deir ez-Zor, elle y est simplement apparue. Avec mes amis, on se disait qu’il était nécessaire que l’ASL soit présente. En tout cas, on disait qu’à partir d’un moment les manifs ne servaient plus à rien. Plein de révolutionnaires ont rejoint l’ASL. Les combats ont commencé, l’ASL à d’abord attaqué la base de la sécurité militaire. Les quartiers qui sont restés aux mains du régime sont les quartiers où il y avait des bases importantes comme la base de l’armée de l’air et de la sécurité de l’État. Tout ce que j’organisais au début avec mes potes c’était fini. Premièrement parce qu’une bonne partie des gens avec qui je m’organisais étaient morts, d’autres étaient avec l’ASL. Je ne voulais pas partir de chez moi, de plus on avait enterré des gens dans les rues donc on ne pouvait pas partir, mais je ne voulais pas tuer. Je n’étais pas contre la présence des groupes armés mais je ne voulais pas le faire. Avec d’autres j’écrivais sur internet ce qu’il se passait dans notre quartier. Il n’y en avait pas tant que ça qui ont fait comme moi, la plupart ont rejoint l’ASL. Quand j’ai vu que le régime commençait à bombarder, je me suis dit que ça durerait et mon père me disait tout le temps que le régime n’allait pas tomber. Les vieux disaient souvent « vous n’avez pas vécu Hama, il vont nous massacrer » et les jeunes disaient « non, non, le régime va tomber ». À un moment, je suis allé deux semaines à Damas. Quand je disais que je venais de Deir ez-Zor, on me prenait pour un terroriste. C’est aussi qu’à Deir ez-Zor, une fois des gars avaient chopé un sniper qui tirait sur les manifs, et le mec à été découpé en morceau par un boucher. Ils ont fait une vidéo qui a beaucoup circulé, avec ce slogan: « Dites aux shabihah que les gens de Deir ez Zor sont des égorgés ». Cette cruauté a joué contre nous, c’était une erreur.

Ensuite, entre 2013 et 2014, il y a eu l’arrivée du Jabhat al-Nosra³. Comment ça s’est passé et comment étaient-ils perçus par la population ?

Le Jabbat al-Nosra, ils sont arrivés de la campagne. Ils étaient là-bas parce que pour eux, c’était moins dangereux de s’organiser à la campagne au début. Ils étaient très forts et il y avait des étrangers. Il y avait des Égyptiens, des Tunisiens, des Saoudiens, des Irakiens... Moi, mon impression, c’est qu’ils étaient vraiment efficaces contre le régime, ils ont libéré plein de régions. C’est pour ça que les gens les respectaient. C’est aussi que dans les quartiers qu’ils contrôlaient, ils n’appliquaient pas la charia. S’ils te voyaient fumer, ils te disaient « c’est pas bien de fumer », si t’écoutais de la musique ils te demandaient de ne pas mettre trop fort. Ça m’est arrivé plusieurs fois. Au début il y avait certaines brigades de l’ASL qui commençaient à devenir islamistes mais qui n’étaient pas vraiment islamistes en mode « on coupe les têtes », c’est juste qu’ils disaient « nos martyrs sont morts pour Dieu », etc. Le Jabbat al-Nosra était perçu comme des gens qui venaient aider les révolutionnaires. D’ailleurs le nom Jabbat al-Nosra, est souvent traduit dans les journaux français par le « front de la victoire » mais c’est une erreur, ça veut dire « le front du soutien ». « Nosr » ça veut dire la « victoire » mais « nosra » ça veut dire « le soutien ». Le nom complet c’est « le front du soutien aux familles du Sham ». En gros toute leur politique à eux c’est de dire « Nous, nous sommes juste là pour vous aider, on est pas là pour prendre le pouvoir⁴ ». Quand on leur demandait ce qu’ils allaient faire quand ils auraient le pouvoir, ils répondaient qu’ils n’étaient pas là pour le prendre mais pour aider. En secret, ils disent « on veut un peu influencer la révolution pour qu’elle devienne islamiste mais on est là pour qu’elle soit victorieuse ». Ils disaient « dès qu’on en aura fini avec la Syrie, on ira ailleurs, se battre dans un autre endroit où il y a des peuples opprimés ». Il n’y avait pas beaucoup de gens qui s’opposaient à eux. Un autre élément qui explique le respect dont ils bénéficiaient, c’est qu’avant leur arrivée, il y avait plein de voleurs qui faisaient des braquages au nom de l’Armée Libre. Quand le Jabbat est arrivé ils ont arrêté tous ces gens là, ils ont imposé la justice. Ils ont toujours tenu la ville aux côtés de l’ASL. Pendant cette période le Jabbat al-Nosra était vrai-

ment fort, du coup on était encore optimiste. Aujourd’hui, les quartiers que Daesh contrôle, donc 80 % de la ville, c’est surtout le Jabbat al-Nosra qui les a conquis à l’époque. Une fois que c’était la guerre, il fallait qu’on évite les bombardements tous les jours. Les comités de coordination s’étaient transformés en conseils locaux, leur rôle était de distribuer des ressources et fournir de l’aide. Ils étaient en lien avec les étrangers. Ils avaient du matériel pour aider à réparer les maisons détruites par les bombardements, etc. Ils avaient des sortes de pompiers, des défenses civile et des marchés s’organisaient dans les quartiers libérés.

Avec des amis on avait aménagé la cave de chez nous. On travaillait sur internet. On allait souvent au front voir comment se passaient les combats. Il y avait beaucoup de gens qui filmaient les combats, et nous aussi, mais nos vidéos ne sortaient pas beaucoup de Deir ez-Zor.

À un moment donné, tu nous avais dit que la guerre «ça change tout», et qu’on doit s’accrocher à quelque chose de solide, c’est quoi «quelque chose de solide»?

Pour moi c’était mes amis, je m’accrochais à mes amis. On se disait que le Jabbat al-Nosra allait nous aider pour faire tomber le régime mais après quand Daesh est arrivé c’était autre chose. Ce que je retiens de cette époque c’est l’incertitude de la vie. Parce que vous ne savez pas si vous allez vous faire tirer dessus ou s’ils vont vous mettre en prison. Certains de mes amis sont morts, beaucoup de mes connaissances sont avec Daesh, les autres sont en Allemagne ou en Turquie. Parmi mes meilleurs amis, l’un d’entre eux est resté à Deir ez-Zor, et deux d’entre eux sont avec Daesh. Ces derniers ont fini par me menacer parce que j’ai quitté Deir ez-Zor, parce que je n’ai pas rejoint Daesh. Les deux premières années du soulèvement, c’est la meilleure partie de ma vie. Quand on vit des situations de vie et de mort, nos relations se renforcent beaucoup. Quand t’as failli mourir avec quelqu’un, tu deviens particulièrement proche. Ça nous a aussi rapproché de Dieu. Les gens ne sont pas devenus religieux en tant que tel, mais quand il y avait des morts, on disait que c’étaient nos martyrs, qu’ils avaient rejoint Dieu, que Dieu était dans notre camp, c’était une façon de se relier. J’ai beaucoup changé de manière générale. Avant j’étais un enfant sage, mon objectif dans la vie c’était de réussir à draguer des filles et d’obtenir une moto de ma famille. Je pensais pas beaucoup à mon avenir, à part avoir une moto. J’étais une sorte d’enfant gâté. Après c’est moi qui me suis mis à m’occuper de ma famille, ça a changé toute ma vie. Le plus important c’est que tu découvres qui sont tes vrais amis. Et on s’est aussi rendu compte que certaines personnes étaient des ordures. J’ai réalisé qu’on était capable de tout faire. Je pense encore comme ça aujourd’hui. Si vous voyez pas ce que je veux dire, j’ai un exemple. Quand j’ai quitté la Syrie, en chemin, certains de mes amis sont morts parce qu’ils se sont fait capturer par Daesh. Moi j’ai échappé au régime et à Daesh, j’ai quitté la Syrie en courant au milieu des mines avec la police turque aux trousseaux. Avant j’avais l’impression d’être quelqu’un de superficiel et de simple, que j’étais incapable de faire quelque chose de ma vie, et après tout ça...

1 Mi-février 2011, après la chute de Moubarak en Égypte, une quinzaine d'adolescents de Dera inscrivent des slogans anti-Bachar sur les murs de la ville, dont « Jay alek el ddoor ya doctor » (« ton tour arrive, docteur »). Le régime les arrête immédiatement, les maintenant en détention et les soumettant à la torture.

2 En février 1982, les troupes de l'armée loyaliste répriment dans un bain de sang une insurrection des Frères musulmans à Hama. Pendant quatre semaines, l'armée assiège et pilonne la ville. Entre 10 000 et 40 000 personnes auraient à cette occasion perdu la vie.

3 Aujourd'hui renommé le Front Fatah al-Cham, apparu en 2012 dans le contexte de la révolution syrienne, est un groupe considéré comme la branche syrienne d'Al-Qaïda de 2013 à 2016. Le Front al-Nosra rompt avec al-Qaïda d'un commun accord le 28 juillet 2016 : c'est à cette occasion qu'ils changent de nom.

4 La politique local de Jabbat al-Nosra à Deir ez-Zor avant l'arrivée de Daesh était de travailler en association avec les brigades de l'ASL. Cette stratégie était portée par leur chef local à Deir ez-Zor. A la suite de la perte de leur territoire, au profit de Daesh en 2014, leur politique locale perdit beaucoup de crédit au sein de l'organisation.



Le jeune Hamza Kattahib, assassiné par les hommes du régime, début 2011



Manifestation dans la rue de cinéma Fouad, 02/10/11, Deir ez-Zor



Importante manifestation à proximité de la mosquée Al-Fardous, 30/05/12, Deir ez-Zor



L'arrivée des tanks à Deir ez-Zor, 02/08/11

« LA RÉVOLUTION SYRIENNE EST UNE RÉVOLUTION ACÉPHALE » ENTRETIEN AVEC ARTHUR QUESNAY

Entretien réalisé par *En Route!*,
publié sur *lundi.am* le 16/02/17

Arthur Quesnay est chercheur et spécialiste des questions de guerres civiles. Au cours de deux voyages en Syrie (hiver 2012-2013 et été 2013), il s'est en particulier intéressé à la mise en place des comités de coordination et des administrations civiles, à Alep-Est. Son travail est associé à la plateforme « NORIA Research », et a notamment fait l'objet d'un livre « Syrie – Anatomie d'une guerre civile » (coécrit avec Adam Baczko et Gilles Dorronsoro, et publié aux Éditions CNRS).

On sait que la société syrienne vit sous une véritable chape de plomb avant les débuts du soulèvement contre Bachar. L'intimidation et la surveillance du régime sont très sophistiquées, et toute forme d'expression politique d'opposition étouffée depuis des années. Comment s'organisent les premières manifestations dans un contexte comme celui-ci ?

Pour comprendre comment commence la Révolution de 2011, il faut contextualiser. La Syrie d'avant 2011 était une société sans parti politique d'opposition, ni associations autorisées. Tout mouvement de contestation individuel ou collectif était durement réprimé. À part le parti Baath [Baas], il n'y avait aucune expérience politique depuis des dizaines d'années. En 2011, les révolutions tunisiennes, égyptiennes et libyennes ne changent pas la structure autoritaire du régime syrien mais influent sur la perception que s'en font les syriens. Il y a un changement d'ambiance implicite. Les gens ne se réunissent plus autour de la télé pour regarder des matchs de foot, mais autour de vidéos de la place Tahrir. L'effet printemps arabe représente un vrai modèle de mobilisation face aux régimes autoritaires, une référence. Les Syriens qui s'engagent dans la révolution pensent que les modèles tunisiens, égyptiens, libyens peuvent se répéter. C'est un rapport cognitif qui bascule : la révolution devient pensable. On a beaucoup entendu que la révolution syrienne commence le 15 mars 2011 avec les manifestations à Deraa mais c'est trop simpliste. Plusieurs tentatives de mobilisations sont observées dès janvier 2011 en Syrie : immolation par le feu, tentative de sit-in, manifestations éclaires. En revanche c'est à partir de celle de Deraa que le mouvement a été médiatisé. Au fond qu'est-ce qui s'est passé le 15 mars ? Quinze jeunes se sont fait arrêter et torturer pour avoir écrit des tags contre le régime sur un mur. Mais cet acte de répression était banal en Syrie. Tout le monde savait que ça faisait partie des pratiques courantes du régime. C'est trop rapide de dire que les syriens se mobilisent pour une torture de trop, qu'ils sont tout à coup choqués par ça. S'ils descendent dans la rue c'est parce qu'à un moment ils ont la perception que l'air du temps est à la fin des dictatures. C'est quand ce basculement s'opère dans la tête des gens que commence la révolution. Au fond ça n'a pas à voir avec une question de réseaux, de structures politiques mises en place par les syriens. C'est cette question de la perception. Entre janvier et mars cette perception s'est développée chez les Syriens, Deraa a été l'étincelle.

Mais concrètement, comment ça se manifeste ? Comment le niveau de répression, et les formes très particulières qu'elle prend en Syrie, vient donner un visage propre au soulèvement syrien ?

La violence de la répression est inouïe. Elle se militarise très vite, et les services de renseignement commencent immédiatement à enlever et à torturer en masse. Contrai-

rement à la Tunisie et à l'Égypte où des rassemblements sont possibles, les Syriens n'ont aucun espace public disponible. Les Syriens vont devoir trouver un mode de mobilisation propre à leur contexte sécuritaire. Par exemple, il est strictement impossible pour un Syrien d'engager ses biens, ses ressources dans la mobilisation. Dans le cas du propriétaire d'une petite PME, mettre à disposition ses imprimantes pour imprimer des tracts et relayer la diffusion du mouvement conduit implacablement à la prison. Les services de renseignement localisent immédiatement l'activité, les membres de l'entreprise sont arrêtés, torturés et disparaissent. Le maillage sécuritaire oblige les gens à s'investir de façon totalement anonyme. En conséquence, il n'y a pas de traçabilité exacte de qui a fait la révolution, d'où viennent les ressources, les moyens engagés dans la révolution, etc. L'anonymat et la clandestinité deviennent le seul moyen de survie pour les Syriens qui osent manifester. De façon globale, on dit donc que ce sont les « *tanzikiyat* »¹, les réseaux de solidarité révolutionnaires, qui sont les premières formes d'organisation. On y trouve soit des gens qui se connaissent très bien et donc n'ont pas peur de se faire dénoncer par leur proche, soit des gens qui ne se connaissent pas du tout, ce qui garantit l'anonymat. Très souvent, ces gens utilisent des pseudos. Derrière les « *tanzikiyat* », c'est une forme d'économie anonyme qui se met en place. La répression oblige également les Syriens à choisir les espaces où la contestation est possible. Comme ils ne peuvent pas faire de mobilisation ouverte, ils vont manifester dans des quartiers où l'espace urbain est suffisamment réduit pour éviter que la police s'attaque aux manifestants. Il faut utiliser des lieux que le pouvoir ne va pas suspecter, ou des endroits où il a moins de moyens disponibles. Les gens commencent à organiser les départs de manifés depuis les mosquées, en comptant sur le fait que tous les vendredis il y a beaucoup de monde, et que c'est plus simple de partir en manifestation à la sortie du prêche. Tu peux toucher plus de personnes que n'importe où ailleurs. Idem pour un marché, un souk, où tu multiplies par dix tes possibilités de te cacher. Avec deux autres chercheurs, Gilles Dorronsoro et Adam Baczko, on a fait beaucoup d'entretiens dans les régions d'Alep, d'Idlib et de Raqqa, et avec des réfugiés du reste de la Syrie. Ces derniers montrent que même des gens non religieux, voir non musulmans, vont à la mosquée afin de partir ensuite manifester. Ça devient le lieu stratégique d'organisation des cortèges. Et je précise qu'on est en Syrie. Les mosquées ont une identité islamique, mais pas du tout une identité politique jusqu'à la révolution. Ce ne sont pas des lieux de politisation avant ça. Donc il y a une transformation des espaces qui deviennent des espaces de lutte. [...] Concernant la violence d'en face, et ce à quoi ils s'exposent en sortant manifester, les syriens sont très vite fixés. Très vite le régime ne peut plus faire de fichage. Il ne pouvait pas fiché tout le monde. Les informations que les services obtiennent pendant les interrogatoires, sous la torture, sont très réduites, et insuffisantes face au niveau de mobilisation. Finalement les services de sécurité changent de méthode. Ils enlèvent des gens, les torturent, les cassent puis les renvoient chez eux ; pour que de retour ils racontent à tout le monde ce qu'ils ont subi. Il s'agit de répandre la terreur, le plus rapidement possible. Les gens comprennent que quoi qu'il arrive, ils risquent d'être arrêtés. Ça les pousse à basculer dans l'anonymat, et à se regrouper dans des espaces où ils pensent être moins recherchés. Des quartiers populaires, des zones rurales, des petits villages, des zones près des frontières, avec l'idée qu'ils peuvent fuir si nécessaire.

Donc on a ces « *tanzikiyat* » au tout début, ces tout petits réseaux de proche en proche. Mais qu'est-ce qui se passe quand les gens rentrent en clandestinité ?

Au fur et à mesure, les gens forment des structures. Au début, elles sont surtout informelles. Il s'agit d'avoir un petit hôpital pour les manifestants parce que les gens se font tirer dessus, et ne peuvent pas aller à l'hôpital quand ils ont été blessés car ils s'y font arrêter par le régime. Il faut aussi aider les gens qui fuient les zones où il y a beaucoup de manifestations, car le niveau de répression, les bombardements sont trop importants. Et puis, il faut

subvenir aux besoins de ceux qui rentrent dans la clandestinité. Vivre dans la clandestinité, ça coûte cher. Il est impossible d'acheter une puce pour téléphoner, ou alors très cher sur le marché noir. Il ne faut pas se faire repérer quand on va acheter plus de nourriture que d'habitude chez le commerçant. Et la police sait assez rapidement quand il y a trop de gens qui habitent dans un appartement. Tout ça demande de construire un vrai réseau. C'est les premières bases d'actions collectives qu'on voit apparaître en Syrie. Un des aspects frappants de ces réseaux c'est qu'ils sont multicommunautaires. A part dans certaines régions où des minorités ethniques ou religieuses sont majoritaires, la Syrie est un territoire où une coexistence communautaire est importante dans les villes. De fait, les réseaux de solidarité qui se créent sont des réseaux locaux, et les échanges intercommunautaires se renforcent dans la clandestinité.

Comment ils font pour pouvoir se reconnaître et se faire confiance ?

Les gens qui rentrent dans la Révolution prennent un pseudo et ne disent jamais leur nom (sauf les cas particuliers où ils connaissent à coup sûr la position de certains proches, mais ce sont des cercles restreints). Ils se méfient d'un cousin parce qu'il est au service militaire, et ça peut devenir un moyen de pression sur sa famille. Très rapidement, les gens construisent des réseaux pyramidaux, par cellule. Chaque cellule a un représentant, qui lui connaît la personne du niveau au-dessus mais les autres non. S'il y a un indic dans un groupe, ou un membre mit sous pression par le régime, s'il se passe quelque chose d'anormal, le représentant du groupe peut avertir la personne au-dessus qui coupe tout de suite tout lien, et le groupe est dissous. Ces structures pyramidales ne sont pas hiérarchiques dans le sens où toutes les mobilisations sont spontanées, personne ne donne d'ordre. Par contre, le passage de l'information est hiérarchisé. Ce qui est important c'est que si les services de sécurité attrapent un des activistes ils ne peuvent pas avoir accès à la totalité du réseau. Ce qui fait de la révolution syrienne une révolution acéphale. En 2011, il s'agit d'une révolution par le bas. Les gens se réunissent pour la première fois en petites assemblées, apprennent à débattre entre eux, à se connaître, à se faire confiance. Mais ces initiatives n'auraient jamais été possibles si à un moment les révolutionnaires n'avaient pas réussi à créer leurs propres zones libérées.

Qu'est-ce qui fait qu'à un moment le niveau d'organisation bascule d'une multitude de réseaux anonymes, pas forcément connectés, à quelque chose d'un ampleur plus conséquente ?

Le basculement se fait par l'accès pour les révolutionnaires à des espaces qu'ils vont pouvoir contrôler totalement. Où être sûr que les agents du régime ne peuvent pas être nuisibles. Dans les années 90 et surtout les années 2000, il y a eu énormément d'exode rural en Syrie. Les villes ont explosé, les quartiers populaires se sont multipliés et ce sont des espaces où le régime n'a plus du tout de capacité de coercition. Certains quartiers d'Alep se retrouvent avec 50 policiers pour 300 000 habitants. Et le régime n'a pas eu le temps d'adapter son économie, ses outils répressifs, son administration. Les syriens le testent assez vite. Dans les quartiers riches de Damas, le dispositif policier est énorme, les rues sont très larges, et tu te fais réprimer tout de suite et très efficacement. Dans les quartiers populaires, c'est plus compliqué. La police met du temps à s'organiser pour venir, quand ils pénètrent dans le quartier ils connaissent mal l'endroit... Idem pour les villages, les zones rurales. Peu à peu, une migration des révolutionnaires s'opère. Ils tentent de se regrouper (notamment parce qu'ils rentrent en clandestinité) dans ces zones où la police a moins d'appuis. Et ces zones vont devenir des épicentres de la révolution.

Donc, pour toi, il y a vraiment une forme de corrélation entre un niveau de sophistication progressif du mouvement révolutionnaire, et le fait que ça se déploie sur des zones qui ne sont plus contrôlées par le régime ?

C'est ça. La question de la territorialisation de la révolution est très importante. Dans un régime aussi répressif, tenir des zones sécurisées devient une obsession. Comme on le disait plus haut, le régime, dans les années 2000, abandonne énormément de territoire en Syrie puisque son administration n'a plus les moyens de tenir. Mara, au nord-est d'Alep, qui est le foyer révolutionnaire où va se créer la brigade Al-Tawid, et qui va être une des plus importantes brigades du nord de la Syrie jusqu'en 2014, est une ville de 60 000 habitants où il y a très peu de policiers. Des dizaines de milliers d'alepins vont s'y réfugier et s'y organiser. En 2012, le régime ne sait plus quoi faire face à la multiplication des espaces libérés, et envoie des chars dans certaines villes ou quartiers. Mais on ne reprend pas un territoire avec des chars. Pour faire ça, il faut recréer un maillage administratif et sécuritaire. Et ça, le régime n'en a plus les moyens. C'est à partir de ce moment que va pouvoir se construire le processus d'institutionnalisation.

Tu as surtout fait ton terrain dans la ville d'Alep. Comment les choses se mettent à fonctionner dans les quartiers libérés ? Est-ce que l'eau continue à fonctionner ? L'électricité ? Quand il y a des pannes, qui s'organise pour les réparations ? C'est quoi les comités ? Et s'il y en a plusieurs, quelles sont les interactions qui existent entre eux ?

Les « *tanzikiyat* », et tous les réseaux clandestins, s'officialisent et vont s'institutionnaliser en conseils locaux puis en conseils de quartiers. Ils vont permettre de rassembler les ressources dans les quartiers, que ce soit des volontaires, des biens économiques. Par exemple, des gens vendent leur magasin pour financer un point de distribution alimentaire, des choses comme ça. Ils y arrivent grâce à ces réseaux qui se consolident depuis le printemps 2011. Les conseils locaux qui se créent ont paradoxalement besoin de l'État pour fonctionner. Quand je dis « État », j'entends les fonctionnaires. Des gens qui ont l'expérience, la pratique des administrations, des machines, savent faire fonctionner les services publics comme le réseau d'électricité par exemple. Les gens continuent à travailler sur leur poste de travail d'avant la révolution, souvent encore payés par le régime. Celui-ci va avoir du mal à couper tous les salaires. Ça prend du temps, et il ne cherche d'ailleurs pas nécessairement à le faire car ça permet de garder un semblant de présence étatique, et donc un moyen de pression. C'est là que l'accapement des structures de l'État par les comités locaux est redéployé à des fins révolutionnaires. Le conseil local va devenir le conseil municipal, qui est divisé en douze secteurs : eau, électricité, éducation, santé, alimentation, etc. Un conseil militaire se crée à côté, une police est mise en place, nous reviendrons plus bas sur ce point. La question des ressources immatérielles, le gaz, l'électricité, l'eau, est particulière. Alep est une ville coupée en deux entre l'été 2012 et 2016. L'ouest est une zone contrôlée par le régime, l'est est un territoire libéré. Il va falloir négocier pour pouvoir accéder à certaines choses, et c'est le cas partout en Syrie. Les réseaux électriques, par exemple, ne suivent pas les lignes de front, et donc traversent à plusieurs reprises une zone puis l'autre. [...] Ce n'est pas le régime qui négocie ce genre de choses. Ce sont des civils, des gens qui veulent améliorer leur quotidien, parce que côté régime aussi les temps sont durs. Tout ce qui est service public se remet en place très rapidement, et parfois même fonctionne mieux qu'avant. Des fonctionnaires qui continuent à travailler à leur poste et en plus des réseaux de volontaires viennent se greffer aux endroits où le besoin se fait sentir. Concrètement pour le ramassage des ordures. En Syrie, à Alep en tout cas, on ne peut pas dire que la gestion de l'espace urbain était très performante avant la révolution. Dans les zones insurgées, il s'améliore un peu car il y a un effet de responsabilisation des habitants. L'État n'est plus là pour faire ce boulot, et tout le monde réalise à quel point c'est important pour éviter que tout ne devienne insalubre. Alep-est se vide de ses ordures de manière très efficace. Pour les hôpitaux, c'est pareil. De plus en plus d'infrastructures lourdes des hôpitaux deviennent défectueuses au fur et à mesure. Il faut remplacer les pièces des scanners, des radios. Par contre, tout ce qui est petite médecine, petite clinique de proximité

réouvre, se redéploie, là aussi avec la conscience de participer à quelque chose d'important. Sous le feu de bombardements permanents, les services de santé doivent être capables de suivre. Donc, ils se déploient avec une réelle efficacité. Pour l'éducation il y a toute l'idée de réimprimer des manuels scolaires, il y a une volonté de tenir les examens au rythme de ceux de l'État syrien, on respecte les dates de rentrée... Beaucoup d'élèves vont passer leurs examens en zone du régime, mais aussi dans les zones de l'insurrection. Les lycées font passer le bac, par exemple. Les écoles récupèrent le programme scolaire du régime en enlevant le programme d'histoire, pour avoir le niveau d'examen du système scolaire syrien, parce qu'il y a l'idée future de rejoindre le système scolaire national. Ce n'est pas la mise en place d'un système scolaire parallèle. Il y a l'idée qu'il faut calquer à tout prix sur l'organisation du régime parce que c'est l'État qu'on reconstruit. C'est aussi parce qu'il y a l'idée que les désirs de changements portés par l'insurrection seront mis en place à la fin de la Révolution. Et tout ce qui est programme politique, changement, restructuration réelle du régime, l'idée c'est de le laisser à plus tard. En tous les cas, tous ces modes d'organisation, tous ces réseaux sont le fruit d'innombrables débats. À tous les niveaux de la société. Ce qui est intéressant, c'est que le conseil local qui se crée n'est pas désincarné. La place des protestataires (manifestants, combattants, volontaires) est centrale. Jusqu'au bout. C'est vrai que des gens pour partie conservent leur salaire, mais le niveau de solidarité, de circulation des moyens ne disparaît jamais. Il n'y aurait jamais eu une telle continuité révolutionnaire entre le début des protestations et la situation en 2014 sans la participation par le bas des Syriens, sans une circulation permanente des biens, des personnes. Le problème d'un centre comme Alep-est pour le régime, c'est que les réseaux de solidarité ne meurent jamais. C'est un endroit au tissu social et économique tellement riche que c'est très dur à écraser. Même après des mois de bombardements quasi permanents, à devoir survivre par moments dans les caves des immeubles, dans des souterrains, les tissus de solidarité persistent. Cela est impossible à briser pour le régime. À part en rasant littéralement la zone, ce qu'il a fini par faire.

Comment se passe une prise de décision qui va avoir une répercussion sur toute une zone ? Comment ça se passe entre le moment des débats, le moment du choix qui est pris et qui va devoir s'appliquer plus ou moins largement ? Je ne sais pas si tu as un exemple qui permette de comprendre comment ça fonctionne.

La priorité pour les Alepins, c'est la sécurité. Quand tu ré-ouvres une école les gens vont longuement discuter dans le quartier de l'endroit où elle sera installée, sachant que les écoles sont une cible choisie du régime, et qu'il les bombarde. Donc il vaut mieux que ce soit dans une cave, un endroit le plus à l'abri possible des bombardements. Et il y a plein de petits choix comme ça à faire, et dont les décisions sont assez naturelles et reconnues largement. Par ailleurs, par rapport à ça il y a aussi toute une forme de rationalisation de l'administration. Pour l'école, c'est savoir comment on dispatche les professeurs. Où ils vont ? Est-ce que c'est facile de les faire aller plutôt à telle ou telle école ? Parce que circuler en ville c'est quand même dangereux. Des choses très concrètes qui impliquent un niveau de décision très administratif. Ce qu'il faut bien comprendre c'est qu'à Alep-est il n'y a pas une « élite révolutionnaire » qui tente de s'accaparer le pouvoir, et qui essaie de se retrouver au centre des décisions. Il y a plutôt une rationalisation de l'aide selon les moyens et le nombre de personnes qui restent par quartier. Pour le civil, c'est une révolution qui dépend absolument des réseaux. C'est la population qui le nourrit d'une certaine manière. C'est un maillage d'interdépendance. Je me souviens d'une fois où nous étions au bureau du conseil municipal d'Alep-est. Tout à coup plein de gens d'un quartier débarquent dans le bureau. Ils vont d'abord dans le bureau du conseil de l'antenne locale, celui de leur quartier, qui leur dit « bon si vous n'êtes pas d'accord avec ça faut aller en parler avec le maire ». Donc ils débarquent ensemble dans le bureau du maire, qui d'ailleurs a bien

compris le truc, parce que son bureau c'est pas une petite pièce, c'est un open space ! Pour que les gens puissent venir à plein, et que ce soit vraiment un espace de discussion. Les gens ne doivent pas avoir l'impression de débarquer dans un bureau de l'administration du régime. Il faut que matériellement le débat soit toujours possible. En tous les cas, ils se sont mis à faire une réunion à 150, avec tout le staff. Un autre exemple. On est dans un conseil local où c'est une femme qui est élue à la tête du conseil. C'est dans un quartier très populaire, où une majorité des habitants est constituée d'une population rurale arrivée dans la dernière décennie. Et les habitants ne sont pas du tout favorables à ce que ce soit une femme qui se retrouve à la tête de leur conseil local. C'est une révolutionnaire issue des milieux conservateurs de la partie ouest d'Alep avant la guerre. Elle est venue vivre à Alep-est par choix politique. Elle part vraiment d'une position d'affirmation quant au fait que la révolution est pour tous, et pour toutes ! Elle a été élue à la tête du conseil et elle ne veut pas en partir. Ils se retrouvent à régler le désaccord au conseil municipal. Ils font un énorme débat entre les habitants qui ne veulent pas d'elle à la tête de leur conseil local. Et à ce moment apparaît qu'elle a une extrêmement bonne connaissance des réseaux d'activistes. De ceux qui font la révolution, qui se mobilisent. Alors que ceux qui ne veulent pas d'elles, et qui voudraient prendre sa place, apparaissent vraiment comme des vieux, qui sont plutôt inertes en terme de mobilisation, qui n'ont pas du tout de réseau révolutionnaire, d'activistes pour mettre en place le ramassage d'ordures par exemple, et il apparaît assez clairement que eux à la tête du comité local, ça ne fonctionnerait pas. Ils sont dans une perspective de tenir le quartier depuis un peu clanique, depuis des réseaux familiaux. Mais la révolution syrienne n'est pas une révolution tribale, ni clanique. Et donc cette vision des choses ne peut pas, en situation, fonctionner. À l'issue du débat c'est elle qui finit par remporter l'adhésion. Elle est devenue la première femme élue à la tête d'un conseil local à Alep-est.

[...]

Quand on parle de ce qui se passe en Syrie, c'est souvent depuis un partitionnement entre la population, les institutions et les combattants. Par exemple au moment de l'évacuation d'Alep-est, on avait l'impression d'entendre parler d'une population absolument passive : « Il faut évacuer cette population prise entre deux feux ». Alors que pour nombre d'habitants d'Alep-est, c'est aussi un choix que d'être resté y vivre jusqu'au bout. Peut-être que pour clarifier ça, il faut comprendre les rapports, les liens entre les administrations révolutionnaires qui se mettent en place du côté de l'insurrection, comment ça se passe l'engagement des volontaires, et aussi les liens entre l'administratif et le militaire. Dans quelle mesure c'est poreux ? Est-ce que la distinction est si franche que ça ? Et quelle part reste-il de ce qu'on peut appeler « la population », en tant que personnes qui subissent ce qui se passe sans y prendre part ?

Pour commencer, il faut dire que les combattants de l'insurrection ne sont pas que des militaires qui ont désertés. Ce sont aussi des civils. Les groupes armés qui se mettent en place au début, c'est d'abord pour protéger une manifestation contre la police qui tire sur la foule, puis ton village, ton espace libéré du régime. Et même les grandes *liwas*² qui se mettent en place (Ahrar-al-Cham, Al-Tahwid), ne fonctionnent pas en autonomie. Elles doivent, dans un premier temps, respecter l'engagement de leurs combattants, qui sont avant tout des gens qui veulent protéger leur famille, leur quartier, leur village. Ce qu'il faut comprendre c'est pourquoi en Syrie, alors même que la militarisation se passe assez rapidement (dès 2012 il y a des brigades avec des milliers de combattants), ces groupes militaires laissent se développer un pouvoir civil aussi important ? Aussi finalisé dans son institutionnalisation ? Tout simplement parce que ce sont les mêmes ! Ces groupes, ce qu'ils veulent, c'est faire la guerre à Bachar, faire tomber le régime. Il ne s'agit en aucun cas de contrô-

ler la population. Aucun groupe de l'insurrection en Syrie, de l'ASL, ne cherche à contrôler le territoire. Et c'est plutôt inédit. Le cas de l'Afghanistan par exemple, étudié par Gilles Dorransoro et Adam Baczko, est une révolution qui met énormément de temps à s'institutionnaliser. Elle est très fragmentée, tout simplement parce que chaque groupe cherche à contrôler son espace. Or, en Syrie, ce n'est pas du tout le cas. C'est une révolution qui se veut nationale, qui se pense comme telle, et qui veut faire tomber un régime. Pour ce faire, il faut certes gérer localement des affaires, et les groupes de combattants vont laisser les « *tanzikiyat* », les groupes locaux de quartiers, tous ces réseaux locaux de solidarité s'organiser comme ils le souhaitent, pendant que eux vont gérer le front. Et les rapports entre ces deux espaces vont générer des allers-retours permanents entre ces groupes et ces institutions. Lorsque les gens qui sont dans l'organisation de comités vont voir les groupes de combattants en leur disant « Là, la situation n'est plus tenable, il nous faut vraiment une police civile, et surtout on ne veut plus voir d'hommes armés en ville. Ça créé une ambiance délétère, les gens ont peur. Et on veut que notre tribunal nouvellement mis en place puisse juger les combattants. », et bien dans ce genre de situation, il y a négociation. Les combattants ne veulent pas être jugés par des non-combattants et veulent constituer un conseil judiciaire militaire. Mais par contre ils sont d'accord pour ne plus être armés en ville parce que c'est pas le front, et ils proposent d'appuyer le tribunal civil si nécessaire. Donc il y a un jeu subtil d'appuis, de rapports de forces qui se met en place. Finalement, les combattants se placent à la pointe de l'effort civil. Ils se voient comme un outil qui malheureusement doit être utilisé contre le régime mais qui ne doit pas se retourner contre son mouvement révolutionnaire, au contraire.

La justice et la police semblent avoir été centrales dans la naissance des nouvelles institutions en territoires libérés. À quel moment est né ce besoin d'une justice et d'une police ? Tu peux raconter petit à petit comment ça va venir cristalliser des questions très politiques ?

La justice « arrive » avant la police. Je vais donner un exemple concret de la manière dont cette question devient vite incontournable pour la rébellion. À Al-Bab, qui est la ville où se trouvent les silos à grains où sont conservés les réserves de blé pour la région d'Alep, se pose la question de savoir à qui en revient la gestion. À la toute nouvelle municipalité ? À des groupes affiliés à l'ASL ? Ou au Jabhat al-Nosra ? Pour que la décision soit acceptée, il faut qu'elle soit prise d'une manière, et par une instance qui semble « légitime » à tous. L'enjeu est colossal. Une ville comme Alep-est a besoin de plusieurs tonnes de farine par semaine pour pourvoir à ses besoins hebdomadaires en pain. Donc savoir à qui revient le contrôle des silos va avoir d'énormes répercussions. La décision sur des choses comme ça, très concrètes, va déterminer au sein de la rébellion un équilibre des rapports de force. Et l'émergence d'un nouveau système de justice trouve ses germes dans la nécessité de trouver rapidement et efficacement des manières de solutionner ce genre de conflits. À Alep-est, cet embryon de droit commun va être élaboré par des juges, des avocats passés à la rébellion. Ils reprennent la base du droit syrien et l'associent à un code juridique qui a été créé en 1996 par la ligue arabe, qui est complètement islamisé. Tout ça fournit la base du nouveau système judiciaire. Les révolutionnaires créent différents départements : le pénal, une section familiale, etc. Ici aussi se pose la question des compétences. Donc ce qui devient peu à peu le tribunal d'Alep-est va aller puiser chez les jeunes étudiants en droit, en licence et en master pour travailler dans l'institution naissante. Elle va aussi aller chercher les étudiants en études islamiques qui y prennent une place importante. Le tribunal, c'est beaucoup plus que la dimension de justice. Il permet d'intervenir directement dans la vie sociale et économique. En bref, il est un carrefour stratégique. D'où l'enjeu politique qu'il représente. À Alep-est, deux conseils juridiques se mettent en place. Le conseil juridique civil qui dépend de la municipalité d'Alep-est, qui a quelques juges, des avocats, un docteur en droit islamique passé par l'université d'al-Azhar en Égypte (ce

qui donne une grande légitimité à ses décisions). Et à côté de ça un conseil islamique, qui lui est mis en place par le Jabhat al-Nosra. Eux sont partisans d'appliquer une charia pure, tant dans les jugements que dans les châtements. Et bien entendu les deux vont rentrer en compétition. Il va y avoir des manifestations devant le tribunal islamique où les gens crient « vous êtes illégaux », alors que de son côté le tribunal islamique envoie des combattants encercler le tribunal civil en disant « le droit de la famille cela ne vous regarde pas, ça devrait être à nous de juger ça ». Donc il y a de grandes tensions entre les deux. Et ce jeu dure jusqu'à la chute d'Alep, car des tensions vont exister entre les deux tribunaux. Mais il n'y a jamais d'affrontement direct. Les activistes ont conscience qu'ils ont besoin de rester unis face au régime. A chaque fois qu'il y a des tensions, des accords sont trouvés. [...]

Mais quand même, il y a une sorte d'équilibre qui existe entre les différents tribunaux dans un même endroit, les brigades qui soutiennent tel ou tel tribunal, et les comités locaux. Qu'est-ce qui vient mettre à mal cet équilibre des rapports de forces ?

Les brigades armées ne cherchaient pas à réguler le civil. Jusqu'en 2014, elles étaient concentrées sur le front. Du coup les tribunaux avaient vraiment la main mise sur leurs affaires. Un tribunal pouvait appeler une brigade en renfort en cas de problème mais globalement cela n'était pas nécessaire. À un moment, certaines brigades se sont mises à s'intéresser à la question du tribunal, laissée aux comités et aux municipalités jusqu'alors. En gros, certaines brigades se sont mises à faire de la politique. Souvent parce que les modes de financement auxquels ont dû s'adapter les brigades pour survivre est venu influencer l'identité politique des groupes. Dans les endroits où il n'y avait qu'un tribunal, ça a marginalisé les conseils municipaux de leur gestion. Finalement c'est le rapport de force militaire qui s'est mis à influencer les décisions judiciaires quant à savoir qui allait gérer les silos à grain, l'hôpital, des choses comme ça. Le tribunal s'est mis à être là pour acter et entériner des décisions. Plus pour décider des choses. Le tribunal peut continuer à juger une affaire familiale, des affaires courantes, etc. Mais pour ce qui est d'entériner une décision importante entre deux groupes, c'est devenu autre chose. Le tribunal ne peut pas rétablir l'ordre entre deux brigades. C'est là qu'il se fait dépasser. Les tribunaux permettaient de mettre en place des négociations, de laisser ouvertes un certain nombre de stratégies de répartition des ressources dans un contexte qui change beaucoup, mais c'est devenu de plus en plus compliqué.

Et la police alors ?

Les forces de police viennent se greffer sur les tribunaux nouvellement constitués. Chaque tribunal va créer une espèce de corps de police, qu'il réunit à partir de différentes brigades qui lui prêtent serment. Elles doivent être disponibles pour le tribunal s'il a besoin d'elles. C'est hyper important pour les gens d'avoir une police, parce que tout le monde craint des pillages. Il s'agit donc de s'organiser pour faire des rondes la nuit, contrôler le trafic urbain, filtrer les agents du régime. Faire en sorte que la détérioration de la situation économique n'amène pas une insécurité croissante. Et du coup la constitution d'une police compte. Au départ il s'agit de groupes qui, après avoir libéré leur quartier par exemple, font le choix de ne pas monter au front, et de rester sur place pour éviter les pillages. Comme on l'a vu assez vite il y a une stratégie de démilitarisation des zones libérées qui se met en place, c'est à dire qu'on encourage vraiment les brigades à aller au front. Et à ne pas porter d'armes sur les zones qui ne sont pas des zones de combat. Les combattants qui décident de rester sont intégrés à une forme de centralisation des forces de police engagées par les comités locaux ou les municipalités, et peu à peu on recrute d'anciens policiers qui ont rejoint la révolution. Il faut savoir que la police n'était pas très puissante avant 2011, la répression était principalement exécutée par les services de sécurité. Donc, pour les Alepins, c'est pas un problème que d'anciens policiers intègrent les nouvelles forces, aussi parce qu'à un moment la sécurité devient très importante pour

les gens. L'enjeu c'est de faire en sorte que l'écroulement de l'ordre du régime syrien en zones libérées n'entraîne pas un quotidien trop teinté d'insécurité.

À un moment l'insurrection s'est mis à totalement dépendre de l'aide extérieure. Peux-tu revenir un peu sur ce que ça a induit, sur la manière dont ça a transformé les brigades et les institutions naissantes ?

Tout ce qui est contenu dans cette question c'est l'implosion de la révolution produite par l'extérieur. La révolution qu'on vient de décrire est extrêmement bien pensée par le local. C'est très rare de voir une insurrection de ce type-là. Mais à un moment l'insurrection plafonne sur un manque de ressources. Elle prend des bases, des commissariats et trouve ainsi des armes, alors que de son côté le régime se réarme, réorganise ses bataillons. Il fait appel à des hommes de l'étranger (Liban, Iran) et il revient en force. Il y a des bombardements systématiques, et l'insurrection est forcée de s'organiser depuis ça. Et les ressources vont venir de l'extérieur.

Comment arrive l'aide qui se destine plutôt au « civil » ? Comment est-elle répartie ?

L'aide civile. Ce patchwork humanitaire, développementaliste, cette industrie de la stabilisation de zones de conflits... Je parle d'industrie à dessein. Dans chaque zone de guerre on observe cet appareil très occidental-centré qui se met en place, et qui bien sûr fait exploser les réseaux de solidarité locaux. De plusieurs façons. Par exemple, le conseil municipal d'Alep a mis en place tout un système éducatif, assez bien fait. Au vu de ses ressources et du nombre d'écoles dispatchées sur la totalité d'Alep-est, elle ne peut pas payer ses profs plus de 80 dollars par mois. Une ONG qui arrive dans un quartier, et propose 200 dollars de salaire par mois à chaque professeur, des manuels plus ou moins récents, du matériel. Or, cette ONG refuse de se coordonner avec le conseil municipal parce qu'elle considère qu'il est « politique ». Et ils ne veulent pas faire de politique. Mais une révolution c'est politique. Vouloir la chute du régime de Bachar, et s'organiser pour durer le plus longtemps possible, c'est politique. Une révolution ce n'est pas juste un soulèvement contre la faim ou je sais pas quoi. Pourtant leur discours c'est « on n'est pas pro-révolutionnaires, on est là juste pour aider les populations ». « Les civils ». Cette catégorie de « civil » qui encore une fois dans un contexte pareil n'a pas de sens. « Société civile » est un terme qui a été démonté dans tous les sens depuis 30 ans mais qui dans le monde humanitaire continue à être employé sans arrêt. Donc cette ONG finance son école, de façon totalement non coordonnée avec ce qui se passe autour, de manière totalement hors sol. Elle a un projet de financement sur six mois, un an, et lorsque le projet est fini elle déménage. Elle aura attiré dans son école les meilleurs profs du système éducatif qu'avait mis en place le conseil municipal d'Alep-est, qui de ce fait a perdu de son efficacité. Et lorsque cette école cesse de fonctionner, les profs ne retournent pas forcément dans le système d'école des révolutionnaires. Sans cette déstabilisation extérieure, si cette aide avait été centralisée et son usage pensé, le système aurait trouvé un rythme de croisière, il aurait pu progresser, le salaire des profs aurait pu augmenter. C'est un parfait exemple du fait qu'aucune aide extérieure, qu'elle soit destinée au « civil » ou au « militaire », ne va respecter la centralisation, l'institutionnalisation des structures révolutionnaires qui se mettent en place. Évidemment c'est un problème. Et pourtant la densité des réseaux qui se sont mis en place au cours de la révolution continuent à exister malgré toutes ces formes d'ingérences qui pourraient les faire complètement implorer. Malgré la désorganisation considérable que ça induit, chaque fois, ils se reconstituent, se régénèrent.

Mais tu considères quand même que c'est vraiment depuis l'extérieur que l'insurrection syrienne se voit affaiblie...

Pas uniquement, mais c'est un aspect vraiment important. L'ultime coup de massue, c'est quand les partis politiques tentent d'entrer en action. Des groupes militaires comprennent que c'est l'aide internationale qui décide du sort

de la révolution, et que pour la capter il ne faut pas être dans les conseils civils, parce que ce n'est pas là que l'aide financière et matérielle arrive. Il faut vraiment être sur le front et réfléchir sa stratégie à partir de l'aide politique, qu'elle émane de la Turquie, de la Jordanie ou des pays du Golf. Là, bien évidemment, le processus révolutionnaire en prend un coup. Le camp révolutionnaire est de plus en plus éclaté, il ne décide plus lui-même de ses propres batailles, de ses objectifs. Et ça donne des situations hallucinantes. Alep-est en est la parfaite illustration. Le régime reprend la ville parce que 15 000 combattants de l'ASL sont retirés de la zone par la Turquie, qui les redéploie à sa frontière pour combattre l'État islamique et empêcher ainsi la progression du PKK. C'est typiquement un enjeu politique qui est celui d'un acteur extérieur, la Turquie, mais qui n'est pas celui de la rébellion. L'aide à Alep-est cesse car elle n'est pas jugée prioritaire dans le plan de sanctuarisation nationale turc. Ça c'est le genre de choses qui font que les réseaux révolutionnaires, aussi bien organisés qu'ils soient, perdent de leur puissance.

[...]

Peux-tu nous dire ce que sont devenues toutes ces institutions à Alep après sa chute ?

Déjà le rapport de force militaire a changé. La Turquie s'est rapprochée de la Russie, sur un deal informel au début qui s'est concrétisé, qui a été d'extraire 15 000 combattants d'Alep pour les envoyer combattre dans le nord contre l'État Islamique et ainsi empêcher la jonction des territoires kurdes entre Kobané et Afrin. Donc Alep-est était désarmée, et laissée aux groupes les plus radicaux. Le Jabhat al-Nosra notamment, qui était sorti de la ville, y est revenu pour briser le premier siège du régime sur Alep-est. Parce qu'ils en avaient les moyens militaires, c'est un groupe plus autonome qui dépend moins de la Turquie. Parallèlement les conseils locaux de la ville d'Alep est ont été de moins en moins capables de gérer la situation. La ville a subi des bombardements systématiques du régime et des forces russes, de manière beaucoup plus ciblée qu'avant. Avant le régime n'avait pas beaucoup de moyens. Il balançait des barils et les dégâts étaient certes considérables, mais ce n'était pas très précis. Les Russes eux se sont mis à tirer des missiles depuis des renseignements de terrain très précis. Ce qui fait que très rapidement toutes les structures hospitalières, les petites cliniques, les centres de soins de quartiers, tout ça a été méticuleusement détruit. Idem pour les écoles, les points de vente de nourriture, les bureaux des conseils locaux et du conseil municipal. Or, ce qui faisait la force d'Alep, c'était la formidable densité de son tissu révolutionnaire, de ses structures. Et la précision avec laquelle les frappes russes sont venues détruire tout ça en a signé la fin. Avec moins de combattants pour défendre la ville, quelques groupes radicaux aux projets politiques différents et qui n'étaient pas prêts à se risquer à défendre des lignes de front qui de toute manière semblaient condamnées, et des habitants d'Alep plus vraiment capables de se prendre en charge, car la moindre tentative d'organisation était détruite par l'aviation russe. Voilà ce qu'est devenue la situation les quelques mois précédant la chute d'Alep-est. Quand l'est de la ville tombe fin 2016, les premiers combattants à quitter la ville sont ceux du Jabhat al-Nosra, qui évacue tous ses hommes en négociant directement avec le régime. Les autres groupes qui restent pour tenter de tenir la ville se font déborder, et puis il y a pas mal d'escarmouches entre eux à ce moment-là pour le contrôle des stocks de nourriture et d'armes. À partir de là, c'est là débandade. Entre ceux qui disent « on prend ce qui reste du stock d'armes parce qu'on veut se battre jusqu'au bout » et les autres qui voudraient se replier ensemble sur un quartier pour rester unis. Bref, il n'y a plus aucune forme de coordination, et tout s'est effondré très rapidement. Je pense qu'à terme le régime de Bachar est condamné. La prise d'Alep ne lui apportera rien. Sur le plan militaire, oui. Mais sur le long terme... Il ne propose rien, pas de modèle alternatif, pas de reconstruction... Homs qui a été reprise, il y a deux ans, n'a pas été reconstruite. C'est toujours un champ de ruines. Les millions de Syriens qui ont quitté la Syrie l'ont quittée pour

toujours. Les populations qui sont en zone régime ne sont pas forcément pro-régime. Et à terme un rapprochement russo-turc c'est plutôt un rapprochement pour trouver une solution dans le dos du régime : pour la Turquie la solution reste le départ du régime, pour la Russie sortir du borbier syrien ça passe par une transition politique. Tous les groupes proches de l'insurrection, dans la région d'Alep ou de Damas, pensent encore qu'ils peuvent gagner. Ils pensent que le régime est épuisé, qu'il va s'effondrer. Ils disent que ça va leur prendre trois ans, mais qu'ils vont y arriver. Au fond la guerre n'est pas finie. Alep a été une bataille importante, très symbolique, mais beaucoup de choses arrivent derrière.



Deraa, début 2011



Jour d'école dans un quartier libéré d'Alep, 12/12

« APRÈS LE PRINTEMPS, VIE ORDINAIRE DES COMBATTANTS SYRIENS » ENTRETIEN AVEC ROMAIN HUËT

Entretien réalisé par *En Route!*,
publié sur *lundi.am* le 01/03/17

Romain Huët est maître de conférence en sciences de la communication à l'Université de Rennes. En 2012, il prend contact avec la révolution syrienne depuis cette question : comment des milliers d'hommes « ordinaires » deviennent des combattants ? Quelle nouvelle temporalité impose la guerre ? Et comment la vivent-ils ? Ses quatre séjours en Syrie, passés aux côtés de brigades de l'Armée Syrienne Libre, et du Front Islamique à partir de 2014, ont donné lieu à un film co-réalisé avec Laurent Lhermite : « Après le Printemps, Vie ordinaire des Combattants syriens ».

Vous partez donc en Syrie et rejoignez Azaz, une petite ville située à trente kilomètres au nord-ouest d'Alep, proche de la frontière avec la Turquie. La ville a été prise par les rebelles la veille. Vous assistez alors à sa libération. Peux-tu nous décrire ce moment ?

Je n'avais jamais imaginé ce que j'ai pu voir à ce moment-là. C'était déjà la guerre mais c'était aussi pleins de personnes qui faisaient une révolution. On voyait des gens qui croyaient au monde et en ce qu'ils faisaient, qui avaient des horizons. Ils parlaient de révolution. C'était le genre de discours auquel je n'avais jamais été confronté concrètement avant cette expérience-là. Ce qui m'a beaucoup fasciné c'était à la fois le discours proprement révolutionnaire, la façon dont tu parlais de ce que tu étais en train de faire pris dans un contexte de guerre, et la façon dont tu organisais la vie quand tu avais libéré un territoire. Quand la ville devient libre, quelles sont les premières tâches que tu prends en charge, une fois que t'as fait les tâches sanitaires, de déblayer les corps, d'enterrer les morts, comment tu réorganises la ville ? Les discours appartenaient au registre sémantique de la révolution. C'était le langage de la puissance et de la création. Les combattants expliquaient avec fierté combien la lutte les avait transformés, les avaient fait devenir d'autres hommes. Leurs mots laissaient entendre que leur emprise sur les choses s'étendait et se concrétisait. Ils formaient les lendemains. Leurs discours laissaient apparaître qu'un nouveau monde s'ouvrait à eux ; un monde où le quotidien n'est plus fait d'accommodements à celui-ci mais plutôt d'appropriations et d'actes concrets. En 2012, ils s'attendaient à une victoire imminente. La réalité n'était pas redoutée. Au contraire, elle éveillait les possibilités.

Qui étaient ces libérateurs d'Azaz ?

C'était des gens ordinaires. En 2012, il y avait bien sûr une organisation militaire, des brigades organisées, une hiérarchie, toute une série de dispositifs parce que tu ne mènes pas un combat n'importe comment. Mais il y avait aussi énormément d'improvisation. C'était des gens qui étaient formés en 15 jours, beaucoup n'étaient pas politisés, n'avaient aucune expérience de la guerre, même s'ils comptaient dans leurs rang quelques anciens militaires qui avaient déserté. Ils s'étaient engagés avec pas grand-chose et avec ce pas grand-chose avaient réussi à libérer leur ville. Ils nous ont longuement parlé de la libération de leur ville comme leur grande victoire. Et c'est vrai que j'ai eu beaucoup de fascination de voir qu'avec peu de choses - peut-être une détermination assez importante et aussi le courage de l'action - ils avaient été capables de libérer leur territoire. Et donc, de là, est née cette fameuse question qui me taraude toujours aujourd'hui : comment ta déception à l'égard du monde, de la vie telle qu'elle se passe tous les jours, n'est pas seulement ruminée et enfer-

mante ? Comment avec d'autres tu essaies d'agir, d'être dans un engagement politique ? Comment tu aimerais que le monde soit ordonné pour que tes aspirations de vie coïncident avec cet ordre-là ? Et comment l'autre, dans ces moments-là, va énormément t'interpeller sur la façon dont le monde pourrait être pour ne pas souffrir, pour y trouver des voies d'accomplissement, y trouver une place. Pour occuper le monde. Ces questions sont aussi présentes en France, dans les récents mouvements sociaux. On sent qu'ils se passe beaucoup de choses, qu'il s'exprime indéniablement un désir de monde, tout du moins un désir de réappropriation du monde. Ces mouvements me laissent penser qu'il se développe une forte énergie pour faire en sorte que ce monde devienne enfin le nôtre. En Syrie, lors de mes premiers voyages, les gens parlaient tout le temps de politique, c'est-à-dire de comment ils voudraient que ce soit après Bachar. Ils se disputaient tout le temps mais c'étaient des bonnes disputes parce qu'ils étaient en train de préparer demain.

[...]

Peux-tu nous parler des brigades que tu as rencontré ? C'était des brigades composées d'environ cent cinquante hommes, qui se sont constituées davantage sur une base territoriale qu'idéologique. Aucun combattant nous a dit « Moi, j'ai rejoint cette brigade pour telle ou telle raison politique ou idéologique ». Aucun des hommes rencontrés n'appartenait au préalable à un parti politique, à un mouvement associatif ou à un courant idéologiquement déterminé. Leur passé militant était faible voire inexistant. Même si tous ont connu de près ou de loin les bains de sang de 1982 dans la ville de Hama, événement qui est une référence historique constante de la part des combattants. Ce sont donc des « combattants ordinaires », qui n'avaient aucune expérience de combats même si la plupart était passé par le service militaire. Seuls les plus âgés avaient une expérience puisqu'ils ont connu le soulèvement avorté de Hama. Donc, s'ils rejoignaient telle ou telle brigade, c'était parce qu'ils y avaient un frère, un ami, un cousin. Ils avaient quelqu'un de leur environnement existentiel qui était là-bas et qui leur avait dit du bien de cette brigade. Il faut aussi savoir que beaucoup d'entre eux changeaient régulièrement de brigades - et là, je parle d'avant 2014. Jusqu'à six ou sept brigades en peu de temps, en trois ans. Pour établir rapidement une hiérarchie des critères dans le choix de leur brigade, on peut dire que ce qui les intéressait le plus, c'était d'abord qu'ils aient une attache, quelqu'un qu'ils connaissaient. Deuxièmement, les conditions matérielles de la brigade : il fallait qu'elle soit bien équipée militairement, qu'il y ait vraiment et suffisamment d'armes, qu'elle ait les moyens d'être sur le front. Et troisièmement, il fallait être sûr d'avoir un rôle au sein de la brigade. Dans la guerre, il y a cette hiérarchie de l'honneur, de la dignité qui fait que, en gros, si c'est pour garder un check-point tu te fais un peu chier. On peut mettre les plus jeunes là-bas. L'idée c'était quand même d'être sur le front, d'être actif, de sentir que ton geste avait quand même une certaine utilité. Et donc, évidemment, les brigades prisées étaient celles qui occupaient concrètement le front, et qui permettaient à la personne d'avoir un rôle concret. Dans ce genre de situation se pose toujours la question de ton utilité, de ta contribution. Quand t'es pas médecin, quand t'es pas ophtalmo, quand tu n'exerces pas un métier comme ça, qui sont rares à ces moments-là parce que la plupart de ces gens-là étaient partis, cette contribution n'est pas toujours facile à définir. Si tu sais rien faire de particulier, comment tu prends part à tout ça ? Beaucoup venaient en disant « moi, je suis juste là, faites ce que vous voulez avec moi ». Ensuite, avec le temps et la formation acquise, vouloir changer de brigade peut arriver. Tu changes soit à cause d'affaires internes, soit par ennui parce que les brigades n'étaient peut-être pas si actives que ça. Faire des rondes mais sans combattre, ça peut être ennuyeux. Dans le combat, tout devient beaucoup plus clair, l'ennemi est en face de toi.

Quand tu parles du temps de la guerre, tu évoques beaucoup l'ennui. C'est un aspect de la guerre que tu voulais montrer dans ton film ?

1 Le mot « *tanzikiyat* » désigne les comités de coordination de l'opposition, nés des premiers réseaux informels d'organisation au tout début de la révolution

2 Une *liwa* est un ensemble de *katibas* (signifie compagnie ou caserne, c'est à dire, au sein de la révolution, une unité de plusieurs dizaines de combattants) qui fusionnent sous un même commandement. Elle rassemble alors plusieurs centaines de combattants.

Oui, on tenait vraiment à le montrer parce qu'il se trouve qu'on s'est beaucoup ennuyé, on a beaucoup essayé de tuer le temps. En fait, on s'est pas beaucoup ennuyé parce qu'on parlait de pleins de choses, on se marrait souvent, mais il y avait quand même tout un temps inoccupé qu'on devait sans cesse combler. Et, de fait, s'ennuyer n'est pas une chose qu'on imagine vivre dans ces situations-là. On s'attend à l'urgence du combat. À la fois tu t'ennuies, à la fois t'es systématiquement attaqué. Dans la région au nord de Hama, c'était une trentaine de bombardements quotidiens. Chaque bombardement, c'est deux barils¹ qui tombent. Ça fait beaucoup dans la journée. Il y a aussi les nuits sans sommeil, en permanence sur le qui-vive. Et, en même temps, des heures où t'as rien à faire. C'est très bizarre, il y a une sorte de contraste où la pression est systématique et la vie est très lente. On a voulu en parler parce que, quand on se lance dans une guerre, on ne s'attend pas à ça. Et du coup, cet ennui est souvent mal vécu. Comment t'y fais face, comment tu l'occupes, comment tu gères ces moments où tu es un combattant qui ne combat pas? Parce que l'idée c'est quand même de s'ennuyer le moins possible, de pouvoir être utile et de pouvoir être dans un combat. Donc le film parle beaucoup de ça parce qu'on était là avec eux quand ils s'ennuyaient.

Et alors, à quoi il ressemblait ce temps sans combat? Et bien c'est la camaraderie. C'est-à-dire de la vie ensemble, parfois chiant, du genre savoir qui va faire à bouffer cette fois, etc. Des disputes aussi entre des personnes parce que tu vis dans la promiscuité pendant quand même pas mal de temps, t'as aucun espace de liberté, c'est un espace très étroit. Voilà, il y a ces querelles entre les uns et les autres. Et il y a d'autres moments. D'autres moments comme celui-ci. Nous étions sur une ligne de front. Nous étions derrière une maison pour se mettre à l'abri, à seulement cent mètres d'une position du régime. Ça clashait fort. Ils étaient sur une ligne de front et on était dans une maison à cent mètres d'une position du régime. [...]

Chanter ensemble, rigoler, faire semblant de se battre, on s'amusait souvent à se bagarrer, voilà c'est comme ça qu'on tuait le temps. En regardant des vidéos, en jouant à des jeux vidéos, très souvent à des jeux de guerre, mais des jeux de guerre dans lesquels ils ont des hélicoptères et des avions. Ils reconduisaient ce qu'ils vivaient au quotidien mais, cette fois-ci, dans le virtuel, en étant pilotes d'avions, d'hélicoptères.

C'était leur revanche sur l'espèce de truc abstrait que t'as tout le temps devant toi, qui est le pire de tout et que tu ne fais que subir. Autant l'homme, tu peux le voir, tu peux l'atteindre, autant l'avion et l'hélicoptère c'est le truc qui bourdonne tout le temps, qui est au-dessus de toi, qui fait des tours autour de toi, avant de piquer, avant de balancer son baril. C'est une menace permanente, et en même temps une abstraction. Il y avait toujours des types à tirer à la kalasch sur l'hélicoptère. Évidemment, t'as une chance sur trois millions de l'avoir.

Cette espèce d'abstraction déshumanise la guerre. C'est de l'acide que t'as au-dessus de toi. En même temps les effets sont hyper concrets. Ça taraude toujours l'esprit d'être confronté à cette impuissance, cette asymétrie militaire qui m'a aussi permis de mieux comprendre pourquoi ils étaient capables d'avoir des stratégies du type « il vaut mieux qu'il y en ait un qui se fasse sauter au check-point pour libérer un espace plutôt qu'on ait à affronter quelque chose qui te rend complètement impuissant ».

[...]

Qu'est-ce que tu as compris du passage à la prise d'armes?

Je ne l'ai pas compris, je l'ai écouté. Et dans ce qu'on m'a raconté il y a deux dimensions qui m'ont paru essentielles. Première chose: ils ont tous naturalisé le passage aux armes: « c'est ce qu'il fallait faire ». Tous les gens que j'ai rencontré ont tous fait des manifestations et ont tous été amenés à prendre les armes. Ils en parlent comme d'une évidence, c'est-à-dire qu'il n'y a pas d'autre explication que la nécessité de lutter pour leur vie. En face, ils les tuaient, la répression est très brutale. Ils m'ont tous fait le récit de ce qui leur est arrivé. Tous ont été dans les prisons de

Bachar, ont été arrêté au début du mouvement, ont connu des épisodes de torture, d'enfermement, etc. Ils ont tous témoigné de la violence du régime à leur égard, et donc ils ne présentent jamais les choses comme un dilemme du genre « est-ce que je prends les armes ou est-ce que je peux faire autrement ». Non, ils te présentent tous la prise d'armes comme « il fallait qu'on le fasse, il fallait qu'on défende notre ville, il fallait qu'on défende nos vies ». Cette naturalisation n'est peut-être pas si étonnante étant donné que je parle de combattants qui retraduisent leur expérience deux, trois ans après. Peut-être qu'avec le temps les questions s'oublient. Je te donne pour l'exemple un extrait de conversation avec un combattant de la région de Hama: « Je n'ai jamais hésité à m'engager. Très franchement, on pensait que ça allait durer quelques mois. Mais je peux te dire que je n'ai jamais hésité. Ma conscience est légère sur ce que je fais ici [...] Il fallait utiliser les armes. Au début, on a une idée technique de ce qu'est une arme. Ce qui était compliqué, c'était d'attaquer des gens qu'on était susceptibles de connaître parce que c'était un voisin, quelqu'un avec qui on a fait le service militaire. Bref, il est toujours possible qu'en face, se soit une connaissance. Mais on n'avait pas le choix, il fallait bien se défendre. [...] Au début, on ne visait pas les soldats. Mais quand on a vu les réponses impressionnantes qu'ils nous infligeaient, on a dû les viser ». Et la deuxième dimension, c'est le passage au « nous ». C'est-à-dire que l'acte de passage aux armes n'est jamais individuel, en tout cas ils ne le présentent jamais comme quelque chose d'individuel. Ce n'est pas une espèce de délibération individuelle. Mais plutôt comme un « on », comme un « nous ». Ils s'intègrent immédiatement avec d'autres. C'est aussi ce qui fait que le passage aux armes a été facilité. J'ai posé des questions vraiment très lourdes, même vraiment nulles, je suis allé jusqu'à leur demander « vas-y explique moi ce truc-là, je comprends pas, quand tu prends ton arme la première fois, enfin je veux dire c'est pas évident, comment tu te sens, quand tu dois tirer pour la première fois, tu dois prendre en vue quelqu'un, c'est quand même pas évident, etc. ». Cette façon de penser c'est celle de quelqu'un qui l'a jamais fait. Et, évidemment, cette question est vraiment naze parce que ça te renvoie à un acte individuel. Et ils ne répondaient jamais à ça. Il y a un gars au début du film qui dit « tu te sens plus fort avec ton arme, tu te sens plus en sécurité ». C'est le seul qui répond que l'arme lui donne une puissance, qu'elle peut dompter sa peur. Les autres m'ont plus raconté des anecdotes du genre l'attaque d'un check-point, ça dure deux minutes et tu te casses. On s'habitue à ça par des actes très courts. Par des actes très réduits dans le temps. Une offensive à un moment donné, où on va au clash pendant deux minutes. Et après, on se retire. Et je crois que progressivement ils se sont habitués à aller au clash aussi parce qu'ils se sont aperçus de l'efficacité de ce qu'ils étaient en train de faire.

Tu présentes souvent votre film par un double objectif: restituer les récits des combattants qui se sont lancés dans le soulèvement contre Bachar el-Assad et venir questionner le temps de la guerre. Peux-tu nous en dire plus?

[...] Le film a comme ambition de laisser aux combattants le soin de formuler ce qui les a conduit à se lancer dans ce mouvement. Et donc de répondre à une de mes questions à savoir « qu'est ce qui nous conduit à faire ce qu'on fait ». On a essayé de restituer ça. Même si je pense qu'il n'y a pas assez de paroles dans le film. La deuxième chose, c'est sur leur ordinaire. On ne veut pas fétichiser l'ordinaire, on évite l'enthousiasme du genre « les détails de la vie, c'est génial ». On essaie plutôt de relier les détails à l'expérience du monde, un monde qui configure notre manière de penser. [...] Comment tu arrives à penser le présent quand tu n'as plus du tout d'attache autour de toi, quand tu n'as plus aucune assurance du monde? Quand je parle de l'assurance du monde, je parle de la matérialité du monde. Cette table-là existe, elle sera là demain. Cette maison-là existe, elle sera là demain. Ça, c'est une manière de nous assurer la garantie du monde. Or, eux, ils vivent dans un monde qui n'assure pas cette matérialité. [...] Tout ton paysage, tout ce qui est là est possiblement

très précaire. Ça donne une non-assurance, une perte du monde. [...]. Or eux, ils ont perdu ces deux choses-là. Ils ont perdu à la fois la matérialité de leur existence, et ils perdent aussi leurs amis. Tous les jours, il y avait un enterrement. Quasiment tous les jours, ils portaient enterrer une de leurs connaissances, un ami, un proche. [...] Ce que ce film essaie de faire sentir, c'est comment, dans cette perte de monde, cette coupure à l'égard du monde, tu refabriques pour autant un quotidien, un quotidien fait de choses certes très étroites et très mineures, mais qui redonne du sens. C'est de montrer que c'est dans le creux des décombres qu'ils tentent depuis plusieurs années de s'organiser une vie commune et un peu régulière tout en poursuivant le combat.

Ce que tu racontes à propos de cette « perte de monde » peut entrer en contradiction avec l'enthousiasme des débuts, notamment quand tu nous parlais de l'ambiance révolutionnaire lors de la libération d'Azaz. Comment, selon toi, les combattants avec qui tu as partagé du temps ont-ils continué à trouver la force de se battre, dans la durée, avec un horizon victorieux de moins en moins évident?

J'interprète beaucoup le retour à la religion comme étant un moyen de faire face à cette coupure à l'égard du monde. C'est la ressource la plus pratique qui te permet de puiser des réserves de sens. En plus, tu sais que tu vas pas gagner. En 2014, plus personne ne disait qu'ils allaient gagner, alors qu'en 2012, ça leur semblait évident. Ils en étaient persuadés. En 2014, plus du tout. Leur blague, à chaque bombardement, c'était toujours la même: « c'est bon, les gars, on va mourir, c'est maintenant ». En 2012, jamais j'ai entendu ça. Le changement qu'on voyait c'était celui-ci. Je les avais quittés en 2012 avec une grande exaltation, j'étais moi-même exalté. Je repérais dans leur discours beaucoup de subjonctif, de rêves, de réflexions du genre « on est en train de changer l'histoire, on est des acteurs de l'histoire ». C'est impressionnant de pouvoir se dire ça. Tu es en train de faire l'histoire! Alors qu'en 2014, je voyais quelque chose de beaucoup plus cynique, avec l'effet d'une espèce de routine de la guerre qui oblige à la fois à de la discipline, de l'ordre, des hiérarchies, des brigades, des discussions tactiques qui progressivement font perdre tous les débats initiaux sur le sens d'une révolution. En 2012, je les entendais toujours parler en soirée de comment ça serait après Bachar, ils se félicitaient de ce qu'ils étaient en train de faire. En 2014, ces questions sont mortes. On ne parle ni du passé, ni du futur. On se demande juste: « Il s'est passé quoi dans ta ville? Ils en sont où les copains? ». C'est que l'enlèvement dans la guerre change l'ambiance. Les lignes de front à partir d'un certain moment ont très peu bougé. Pendant très longtemps à quelques mètres près, les lignes ne bougeaient pas. Ils avaient très peu de victoires sur lesquelles s'appuyer pour redonner de l'énergie à ce qu'ils étaient en train de faire. [...]

Tu as évoqué le rôle de la religion. L'islam a aussi pris cette place parce que c'est le seul récit à ce moment-là qui a permis d'affronter la dureté de la situation?

Déjà, je suis assez mal à l'aise de parler de ça dans le contexte actuel de crispation dès que tu parles de l'islam. Ça devient quasiment impossible, et je crois aussi que je n'ai pas parfaitement compris le rôle de l'islam. À la fois, c'est omniprésent, à la fois ce que je voyais là-bas contrastait énormément avec ce qu'on entend ici. Pour beaucoup, le soulèvement a été l'occasion d'un apprentissage de l'islam. Il y a aussi eu des entrepreneurs religieux qui sont venus diffuser l'islam politique, et requalifier ce que les gens faisaient, retraduire les événements en termes religieux. Eux contrastaient singulièrement avec ceux que je rencontrais habituellement. Après, précisément ce que ça venait faire, à part organiser la vie au quotidien, mettre toute une série de règles au quotidien auxquelles il fallait s'astreindre, ça ne changeait pas grand-chose sur ce qu'ils voulaient de demain. Il n'y avait pas de discussions politiques et théoriques sur ce que l'islam permettrait d'apporter dans la nouvelle Syrie de demain. C'était plus une moralisation des mœurs qui vient donner les critères

pour une attitude juste dans une situation où tu n'as pas beaucoup d'indices pour savoir ce qui est juste ou pas. Je saisisais le rôle de l'islam comme ça. En 2012, ils parlaient déjà du *jihad*. La signification même de ce terme n'était pas toujours partagée. Les disputes étaient nombreuses quand il fallait donné un sens précis à cette idée. Et l'importance de cette question dans les conversations ordinaires des combattants témoignait aussi de la place de l'islam dès le départ dans le mouvement de protestation. Je me souviens d'une dispute qu'il y a eu entre des combattants à ce moment-là. Certains disaient que le *jihad* était la résistance. « Si demain ta famille se fait attaquer, tu fais la guerre à ceux qui t'ont attaqué ». Le *jihad*, c'était alors se défendre pour sa survie, c'était combattre pour la liberté. Toute participation à la révolution, qu'elle quelle soit, participait du *jihad*. Le discours témoignait d'une ouverture réelle et s'attachait à déconfessionnaliser le conflit. Cette époque est révolue et évidemment, en 2014, le *jihad* ne fait plus polémique comme ça. Le *jihad*, c'est devenu le combat pour Dieu. Il y a eu un glissement dans la manière dont le *jihad* a été appréhendé. Et effectivement, je pense que l'islam est venu soutenir ce qu'ils étaient en train de faire au moment où toutes les autres ressources argumentatives se sont épuisées. Il n'y a eu aucun autre récit politique qui est venu rivaliser avec celui-ci. Parce que l'exaltation révolutionnaire en soi, tu ne peux pas la faire survivre pendant deux ou trois ans, surtout quand ça n'avance pas. C'est quand même beaucoup plus compliqué. Si dans un tel contexte, tu n'as pas de réserve de sens, et bien tu ne peux pas mener le combat comme ça. Tu ne peux pas le faire que par habitude ou par routine. Ça joue l'habitude et la routine, mais ce n'est pas suffisant. Le religieux a fonctionné comme une formule à même d'asseoir la justesse de la cause révolutionnaire. Il refait ordre là où le monde paraît brisé. Il produit une certaine unité dans un contexte d'extrême dissociation. Beaucoup ont quitté la guerre en 2013. Et notamment au moment où les brigades islamistes ont été plus fortes. Certains ont pensé qu'il y avait une contradiction avec les idéaux révolutionnaires initiaux. Les combattants que j'ai vu sont ceux qui ont accepté cette requalification du combat et y ont trouvé du sens. Ils m'ont souligné qu'ils avaient découvert la religion pendant la guerre. Avant la révolution, la répression religieuse était intense. On nous a raconté beaucoup d'histoires où on les obligeait de se prosterner devant des photos de Bachar, qu'ils étaient battus s'ils priaient. Cette répression religieuse a créé des torts irréversibles.

Au cours de ces quatre voyages, quels regards les combattants que tu retrouvais portaient sur l'absence de soutien?

Ils avaient un sentiment d'isolement très fort. Il y a une grande déception de s'être fait lâchés à la fois par les pays arabes et les organisations internationales. Au moment où ils étaient encore dans les manifestations, ils imaginaient qu'à un moment donné, forcément, il y aurait une réaction internationale, qui allait agir en leur faveur. La désillusion a été très rapide. Ensuite, ils n'ont plus rien attendu. J'ai peut-être entendu une seule fois un type qui disait qu'il faudrait une protection aérienne. Une résolution qui puisse empêchait Bachar el-Assad d'utiliser le ciel. C'est la seule fois où j'ai entendu ce genre de choses sinon c'était plutôt « mieux vaut qu'ils ne nous aident pas. Oui, ils peuvent nous donner des armes mais par contre on ne veut pas leurs militaires avec nous ». L'arrogance occidentale, ils l'ont vécue pendant des années. Mais là, ils la revivaient pendant le soulèvement, dans ce qu'ils étaient en train de faire, dans un événement historique. Et ils avaient chaque jour l'occasion de rire de ça. L'utilisation des armes chimiques, par exemple. Obama avait dit « s'il y a utilisation d'armes chimiques, on va intervenir ». Il y a plein de preuves qu'elles ont été utilisées. Même nous en 2014, on a été témoin d'une attaque au chlore. On a prélevé des traces sur les vêtements. Ils étaient contents qu'on en soit témoin, qu'on puisse ramener les preuves. Ils se disaient que si c'était des français qui le disaient, peut-être que les gouvernants l'entendraient plus. Je me souviens de la réaction des médias français à cette époque. J'avais contacté une journaliste très connue, elle a dit « ah

oui, c'est génial ça ! Oui, oui, ça nous intéresse ». Et l'info a été complètement passée sous silence. Les combattants ont vite compris qu'ils n'auraient pas d'aide, pas de soutien. Cette désillusion date de 2012. Même si, par ailleurs, de la part des populations occidentales, ils nourrissaient davantage d'espoir. Je me souviens d'un type qui me salue et me demande d'où je viens. Enjoué, il me dit « saluez vos peuples, mais ne saluez pas vos gouvernants ». Cette phrase-là m'a marqué, elle montre comment ils pouvaient imaginer une sorte de solidarité entre nos peuples. S'il y avait eu un soutien plus fort de notre part, je suis certain que l'impact aurait été important sur les orientations de cette guerre. Ils avaient toujours l'impression d'être disqualifiés dans l'espace public occidental, systématiquement discrédités. Du coup, ils avaient le souci permanent de montrer qu'ils n'étaient pas ce qu'on représentait d'eux. Avoir besoin de le dire, de le répéter, c'est avoir compris que l'opinion occidentale n'est pas acquies à ta cause. Ils me demandaient souvent combien de personnes venaient aux manifestations en soutien à la Syrie. Et je leur disais qu'on n'a jamais été très nombreux. On n'a jamais dépassé les trois cents. Et ils étaient étonnés, effarés. Ils ne comprenaient pas que ça suscite si peu de soutien international. Et je pense que ce sentiment d'isolement doit être très dur, et produire beaucoup de doute. Ça te met dans un rapport assez bizarre avec ce que tu es en train de faire. C'est comme s'il s'agissait d'une coupure paranoïaque où tu es seul à combattre contre le monde. D'ailleurs, en quelques jours, la « révolution » était devenue sur le plan langagier une « guerre ». Les « pro-Bachar » défendaient la thèse classique de l'agression terroriste alors que les opposants parlaient de révolution que le pouvoir voulait saccager en menant une guerre contre les civils. Le glissement sémantique extraordinairement rapide de la « révolution » à la « guerre » ou à la « crise syrienne » dans les médias et les débats publics a contribué à la définition de « parties toutes responsables de la situation actuelle ». Alors qu'aux premières heures du soulèvement, ce que voulaient les Syriens dans la rue était clair, ils criaient « dégage ».



Photogramme du film «Après le Printemps, Vie ordinaire des Combattants syriens», 2017



Photogramme du film «Après le Printemps, Vie ordinaire des Combattants syriens», 2017



Photogramme du film «Après le Printemps, Vie ordinaire des Combattants syriens», 2017



Photogramme du film «Après le Printemps, Vie ordinaire des Combattants syriens», 2017

1 Les barils sont remplis de divers explosifs, de débris de ferraille, parfois d'engrais chimiques et de combustibles. Les barils sont largués à la main, préalablement allumés et poussés par un soldat hors de l'hélicoptère (deux barils par hélicoptères).

POURQUOI L'ARMÉE SYRIENNE LIBRE N'A-T-ELLE PAS VAINCU ?

Réécriture à partir d'un article publié sur *lundi.am*, en deux parties, les 28/03/17 et 03/04/17

N.D.L.R. : « Au sein de la fragmentation de la rébellion syrienne, l'une de ses composantes peine aujourd'hui à garder sa place sur l'échiquier révolutionnaire : l'Armée Syrienne Libre (ASL). Pour la définir grossièrement, il faut voir l'ASL comme le prolongement en arme des premières manifestations de 2011 qui réclamaient la chute du régime. C'est en juillet 2011, alors que les désertions au sein de l'armée du régime de Bachar el-Assad se multiplient, que l'ASL déclare son existence en se proclamant « protecteur du peuple ». Derrière cet acronyme on retrouve de très nombreuses « brigades » locales qui résistent aux attaques du régime, depuis leur quartiers ou leurs villages. Force incontournable au début du soulèvement, l'ASL a progressivement perdu de son influence, jusqu'à se retrouver aujourd'hui dans une logique de survie. Nous avons voulu ici retracer l'histoire de cette Armée Syrienne Libre, en proposant un regard sur sa politique interne - c'est-à-dire ses formes d'organisation, de recrutement et de cohésion - mais également sur les facteurs extérieurs qui ont participé à son affaiblissement. »

LA RÉBELLION SYRIENNE

La rébellion armée en Syrie, loin d'être homogène, est le fait de nombreuses tendances distinctes qui coexistent et parfois se coordonnent sur les territoires libérés. Des groupes et brigades – aux objectifs potentiellement différents - cohabitent ou se font concurrence sur des portions de territoires. Rare sont les cas où un seul d'entre eux arrache le monopole du contrôle militaire et policier sur une même zone (à l'inverse d'ailleurs des forces de YPG¹, ou de celles de l'État Islamique, qui s'assurent toujours un contrôle hégémonique du terrain). Dans cette répartition, L'Armée Syrienne Libre est une composante des forces de la rébellion trouvant son origine – par « le bas » – dans l'autodéfense des cortèges de manifestants aux premières heures de la révolution, puis dans la mise en place successive de la protection des quartiers et des villages. Cette autodéfense, d'où procédera un armement progressif, fut notamment appuyée par les premiers déserteurs de l'armée du régime (parfois des bataillons entiers). En juillet 2011, l'appellation « Armée Syrienne Libre » est utilisée pour la première fois. L'ASL fonctionne avant tout comme un label, dans le but de rassembler à l'échelle nationale, sous un même nom, un même drapeau, un même emblème, des brigades s'étant constituées localement de façon spontanée et non-coordonnée. Chaque brigade possède, au-delà de son appartenance au label ASL, un nom qui lui est propre, faisant souvent référence à son lieu d'origine (quartier, territoire) ou à son premier martyr (Brigade du Martyr Ahmad al-Abdo, Liwa Saqareb, Liwa Thuwar al-Raqqa, Liwa Shuhada Idlib...). Aussi, l'adhésion à l'ASL se décide depuis la brigade même, où le groupe déclare sa propre affiliation (en général via une vidéo youtube, valant à la fois acte d'officialisation pour l'existence de la brigade et pour son rattachement à l'ASL). Aucun commandement centralisé, aucune hiérarchie ne vient accepter ou refuser cette adhésion. L'ASL, par cette structuration particulière, souple, non-verticale, permet alors l'accueil de sensibilités politiques potentiellement différentes, mais regroupées selon un principe immuable, celui de la « protection du peuple ».

Au-delà de l'ASL et suivant une toute autre trajectoire, des groupes ou brigades rattachés à des courants islamistes – issus des réseaux des Frères Musulmans, des mouve-

ments salafistes ou jihadistes – occupent également le terrain de la rébellion. Certains, tels que Ahrar al-Sham ou Jeish al-Islams, partagent un objectif de type national. Ils ont leur forme d'organisation propre et des sponsors qui leur sont réservés, en toute indépendance de l'organisation de l'ASL. Ils peuvent encore avoir en commun une histoire politique et une expérience de la résistance antérieure au soulèvement. Toutes choses leur permettant d'aboutir rapidement à un niveau d'organisation assez élaboré. Ils assument par ailleurs la part « politique » de leur stratégie, celle d'un avènement à l'échelle nationale d'un islam politique, là où l'ASL tient à se définir selon une forme de « neutralité » consistant à la protection pure et simple de la révolution et des révolutionnaires. D'autres, jihadistes, font prévaloir la dimension internationale de leur combat. Jabhat al-Nusra par exemple (qui deviendra par la suite Jabhat Fatah al-Sham, puis Hayat Tahrir al-Sham), procédant d'al-Qaïda, combat également en Syrie mais dans un objectif transnational, visant un jihad global bien plus qu'une révolution du peuple syrien. Aussi l'organisation État Islamique ne fait pas partie de la révolution syrienne, en cela qu'elle poursuit un objectif singulier consistant en la proclamation du Califat. D'une toute autre façon, le YPG est également présent dans le conflit, y faisant son entrée d'après une stratégie propre – différente de celle formulée par le soulèvement populaire – visant à permettre l'organisation d'un territoire kurde autonome (au Rojava). Ces groupes en somme – bien que singulièrement différentes par leurs moyens d'organisation et leurs programmes politiques – évoluent dans ce qu'est devenu le conflit syrien selon la même modalité consistant à promouvoir et conduire une stratégie autonome, reflétant des intérêts singuliers : voyant la révolution comme opportunité de faire aboutir un projet politique en particulier, aux dépens de l'esprit originel de la révolte.

L'IMPOSSIBLE STRUCTURATION PAR LE HAUT DE L'ASL

En 2011 donc, étaient apparues pour la première fois au sein des manifestations du peuple syrien – qui avaient un temps été conduites au cri de « pacifique » - les premières armes à feu, afin de protéger minimalement la foule de la répression sanglante du régime déjà à l'œuvre. Si l'on a dit que les défections au sein de l'armée du régime avaient permis d'appuyer l'idée que le mouvement allait devoir s'armer face à la violence des troupes gouvernementales, il faut rappeler que ce passage à la lutte armée s'est bien fait « par le bas » - souvent à contrecœur – depuis des groupes locaux désireux de protéger la vie des leurs. L'ASL apparaît alors, elle aussi progressivement, d'après l'idée d'une possible unification/structuration des groupes (ou brigades) locaux et autonomes, mais aussi selon la volonté d'une certaine « professionnalisation » du combattant invitant à distinguer le « militaire » du « civil ». Pour autant, la volonté de constituer une véritable armée, pilotée par une hiérarchie, une unité opérationnelle, un commandement national, ne prendra jamais corps. Plusieurs facteurs peuvent l'expliquer, à commencer par la réalité pratique des brigades, ces unités élémentaires de l'ASL.

Des brigades à la réalité mouvante

Statistiquement, s'agissant du nombre de combattants engagés sur le terrain, l'ASL est largement majoritaire dans la rébellion. Malheureusement, on ne peut pas déduire de cette simple majorité statistique une quelconque assise opérationnelle dans le conflit. Pour commencer, les brigades, ou les bataillons (« *katiba* ») de l'ASL sont de géométrie tout à fait variable, qu'il s'agisse de leur composition numérique ou de leur durée d'existence. Si dix personnes peuvent former un bataillon, se donner un nom, puis en changer la semaine suivante, on trouve beaucoup plus rarement de larges brigades ASL, dont l'existence est toujours très localisée. Des formes plus abouties de coordination peuvent cependant être trouvées, comme avec le « Front Sud », opérant le long de la frontière jordanienne, et rassemblant de 10 000 à 20 000 combattants. Ailleurs, à Alep ou à Idlib, des groupes ASL peuvent compter entre 1000 et 2000 personnes ; pourtant l'essentiel des

brigades est fait de petits groupes, constitués à l'échelle d'un quartier ou d'un village.

Par ailleurs, l'effectif « réel » d'une brigade est largement tributaire de son accès aux armes, qui n'est pas absolu. Parfois une brigade compte jusqu'à 500 hommes, mais n'a que 100 fusils à disposition. Aussi les combattants circulent d'une brigade à l'autre, en fonction des batailles à mener et des stocks d'armement. Un village est attaqué : beaucoup de ceux qui ont une kalachnikov chez eux vont se battre en tant qu'ASL, ne serait-ce que pour défendre leur famille ; la bataille finie, ils ne rejoignent pas les rangs permanents d'une brigade. Du reste, peu d'éléments au sein des brigades ASL pourraient permettre de « fidéliser » un combattant à un groupe : les salaires sont quasi-inexistants, la structure d'organisation particulière – souple – empêche la formation d'autorités stables, le cadre idéologique qui ailleurs peut faire office de discipline est ici volontairement inexistant. Il est par conséquent fréquent que les hommes soient absents le jour des batailles, désobéissent aux ordres, ou changent fréquemment de brigade, les désorganisant considérablement.

Coordination ponctuelle

L'absence de commandement unifié, et même de stratégie militaire générale, précipite les brigades de l'ASL à se coordonner ponctuellement, ne serait-ce que pour faire face à une bataille locale. À ces occasions, sont régulièrement constituées des « chambres d'opération » (« *ghurfat amaliyat* ») éphémères (dont la durée de vie peut aller d'une journée à quelques mois), dont l'objet est d'organiser – en fonction – la libération d'un village, d'un check-point, la défense d'un quartier, la tenue d'un front, la prise d'une ville. Au sein des « chambres d'opération », sont souvent appelées à cohabiter des brigades qui ne partagent aucun précédent, voir même qui en d'autres circonstances seraient en concurrence. Des brigades de l'ASL doivent alors composer avec celles du Jabhat al-Nusra, ou de Ahrar al-Sham, afin de partager les renseignements sur les forces du régime qui leur font face, et se répartir les rôles. De ces négociations découlent également un partage prévisionnel du butin de guerre, qu'il s'agisse d'armes prises à l'ennemi ou de prisonniers que l'on échangera plus tard avec le régime. Parfois, le travail commun établi en chambre d'opération permet d'aller jusqu'à la formation d'un accord sur la gestion future du territoire libéré.

La « neutralité » de l'ASL

L'ASL, du moment de sa création-officialisation, s'envisage comme exprimant la continuité d'un besoin radical de libération – indépendant à tous égards des récits idéologiques préexistants, et propre au peuple syrien – réclamant la fin de la corruption, des inégalités, de la torture, de l'omniprésence des services de sécurité, de la domination alaouite dans les administrations, sur la politique et au sein de l'armée. Le cadre discursif sur lequel son combat s'appuie est celui de la protection de la révolution contre la cruauté du régime, l'affirmation politique s'arrêtant, en quelque sorte, à cette « neutralité »-là. On y trouve, assez rapidement, la volonté de distinguer entre « le militaire » – dont va se revendiquer l'ASL – et le civil – ceux qui ne sont pas armés – d'où doit procéder la volonté et le discours politique. Parmi les premiers éléments constitutifs de la jeune ASL, on trouvera les déserteurs précoces de l'armée du régime qui, s'ils sont arrivés en retard au soulèvement, doivent prouver aux révolutionnaires que leur projet n'est pas celui de fomenter un coup d'État. Les syriens ont en effet en mémoire que le régime contre lequel ils se sont soulevés est lui-même issu d'une junte militaire, arrivée au gouvernement par un coup de force² qu'elle avait tôt fait de requalifier – via une propagande systématique – de « révolution ». Ce souvenir encourage les jeunes révolutionnaires engagés dans l'ASL à une certaine prudence, conduisant à circonscrire l'organisation à cette « neutralité », garantie par la limitation de son champ d'intervention et d'expression. Aussi, les éléments communs mis en avant sont volontairement réduits : d'une part à ce sentiment d'appartenance à une armée de protection des révolutionnaires, et d'autre part à un drapeau. Par ailleurs, ceci ne veut pas dire qu'il ne coexiste pas, au sein des combattants de l'ASL, diverses sen-

sibilités politiques éventuellement antagonistes (qu'elles soient islamistes, nationalistes ou encore laïques).

Cette volonté de distinction du civil et du militaire pourra par la suite être retrouvée, à chaque stade, au travers des formes d'organisation mises en place dans les territoires libérés. On y distinguera les conseils civils, auxquels les militaires en uniforme ne sont pas conviés, des conseils militaires, qui pour le coup leur seront réservés. Au militaire la coordination des différentes brigades pour organiser la tenue des check-points et la répartition des armes. Au civil la gestion des nécessités vitales à la population (infrastructures telles que l'eau, l'électricité, la nourriture, la santé), ainsi que l'administration de la police et de la justice. Bien qu'en pratique le passage de l'espace civil à l'espace militaire ne soit pas absolument impossible (il n'est pas rare qu'au sein d'une même famille on retrouve un combattant de l'ASL, une participante au conseil local, des manifestants, une personne qui ne prend pas parti), cette distinction conserve une véritable prégnance sur le plan institutionnel, cloisonnant l'ASL dans une identité « non-politique » qui, d'une certaine façon, affecte sa « consistance ». À l'inverse, des groupes islamistes tels qu'Ahrar al-Sham assument complètement de se placer en tant que mouvement politique, où l'organisation fonctionne de façon pyramidale avec, tout en haut, le bureau politique, qui guide le militaire en fonction de ses intérêts. Aussi, ces derniers groupes se donnent toute la faculté de mettre en place sur le terrain leurs propres administrations, leurs propres écoles ; toutes choses qui seraient très mal vues au sein de l'ASL, préférant une sorte de « séparation des pouvoirs ». Régulièrement, les médias ont présenté l'ASL comme « modérée », en comparaison aux forces islamistes. Cette affirmation est absurde et rejetée par l'ASL elle-même, puisqu'elle prétend établir une échelle de radicalité depuis un critère de religiosité – et notamment de son influence dans le discours et le projet politique -, et non par rapport à l'engagement dans la lutte contre le régime. L'ASL, de son côté, ne se considère pas comme « modérément révolutionnaire » ; simplement, elle choisit de ne pas se concevoir comme mouvement politique aux objectifs préconçus. Mais cette réserve, à la longue, aura d'une certaine façon raison de l'ASL : le conflit s'enracinant, la place vacante d'un discours capable de justifier et d'encourager le combat, de tisser une continuité entre l'arrière et le front, lui fera perdre du terrain sur d'autres formations le lui disputant.

TENTATIVE DE CRÉATION D'UN ÉTAT MAJOR CENTRALISÉ

On l'a déjà dit, toutes les tentatives d'unifier sous un même commandement ou coordination nationale les différents brigades ASL – notamment aux premiers instants de l'intensification du conflit – ont diamétralement échoué. En décembre 2012, il avait pourtant été tenté de mettre en place un état-major de l'ASL, dont la base avait été fixée à Bab al-Hawa, et dont la fonction aurait dû être de canaliser, de centraliser et de redistribuer au mieux les aides extérieures, selon une coordination stratégique à grande échelle des brigades ASL. Cette option n'a eu que peu d'écho, pour la raison principale que ces fameux sponsors n'entendaient aucunement passer par un tel état-major pour fléchir leur aides. Bien plutôt, ces derniers ont préféré continuer d'agir sur le mode du rapport direct avec le groupe ou les groupes soutenus, afin de conserver une influence sur les choix tactiques de ce ou ces derniers, ainsi orientés selon les intérêts propres du sponsor (parfois divergents de ceux d'une ASL unifiée, ou autrement dit de la révolution syrienne). Par ailleurs, les quelques aides ayant malgré tout transité via cet éphémère état-major ont systématiquement été pillées par les islamistes, ce qui n'a pas aidé à rendre l'initiative crédible.

De toute façon, le principe même de « représentation » semblait partout achopper au sein de l'ASL : les quelques représentants des brigades qui avaient été nommés pour négocier les aides extérieures n'ont jamais pu bénéficier d'une grande légitimité, ni du côté des sponsors, ni du côté des brigades elles-mêmes. Celui qui est resté un temps le chef de l'état major, Salin Idriss, a rapidement été désavoué, faute de réel

résultat en termes d'apport en aides extérieures. Une autre tentative restée lettre morte aura été celle d'un gouvernement provisoire, comportant un ministère de la défense censé représenter l'Armée Syrienne Libre. Exilé en Turquie, sans moyens ni influence concrète, son autorité est toujours restée nulle. Au final, l'absence d'aide extérieure conséquente et régulière a rendu extrêmement difficile pour les brigades d'assurer leur existence et leur capacité à tenir sur le terrain. La nécessité d'un organe centralisateur, représentant l'ASL sur le territoire syrien et à l'échelle internationale, était de facto rendu obsolète par la fin de non-recevoir que renvoyaient les sponsors. Dans un tel contexte, il a bien souvent été tout à fait impossible pour les brigades de sortir de leurs enjeux proprement locaux.

L'ABSENCE DE RÉSEAUX PRÉALABLES SUR LESQUELS S'APPUYER

Il est utile de rappeler qu'avant la révolution, un des piliers du pouvoir des Assad avait été de construire – dans toute la société syrienne - un appareil de surveillance, de contrôle et de répression absolument sans limites. Les syriens avaient du évoluer dans un environnement tissé de suspicions, où les services de renseignement étaient partout chez eux, et où les disparitions et enlèvements étaient monnaie courante – muselant par là tout semblant d'opposition. Au début du soulèvement, la première difficulté pour les révolutionnaires étaient déjà de pouvoir se reconnaître, et de se retrouver. Patiemment, méthodiquement, des réseaux ont pu se mettre en place de proches en proches, mais toujours avec cet arrière-fond de méfiance qu'avait si bien inculqué plusieurs décennies de terreur. L'ASL hérite malheureusement elle-aussi de cette atmosphère particulière, où l'on ne peut jamais être complètement sûr des uns et des autres ; sa capacité d'organisation s'en trouvant alors inévitablement freinée.

Lorsqu'il s'agissait d'organiser des manifestations, les opposants avaient réussi à trouver des formes de réseaux depuis des petits groupes de confiance, dans lesquels il était possible de préserver une certaine forme d'anonymat. Mais la guerre implique un niveau d'organisation tout à fait différent, qui a besoin que l'on puisse s'en remettre à des compagnons au-delà du cercle d'amis, mais encore au-delà du local. Les syriens combattants avec l'ASL sont donc entrés dans ce conflit depuis une expérience politique de destruction systématique des réseaux d'opposition, sans lien avec de potentiels protestataires sur le territoire national, sans lien avec d'éventuels soutiens internationaux.

À l'inverse, les groupes islamistes et jihadistes qui se sont positionnés dans le sillage du soulèvement – s'ils avaient connu une intense répression avant la déstabilisation du régime en 2011 – pouvaient s'appuyer sur toute une série d'expériences de mises en réseaux et de coordination préalables. La révolte des Frères Musulmans dans les années 80³, très durement réprimée par le régime, avait laissé de nombreuses traces. Quantité d'activistes islamistes et jihadistes s'étaient rencontrés, par la suite, dans les terribles prisons syriennes, notamment à Sednaya – depuis laquelle ils avaient lancé quelques mutineries, l'une permettant même un renversement à leur avantage du contrôle de la prison. Ces prisonniers, dont beaucoup avaient été libérés en 2011, allaient former les rangs du commandement d'Ahrar al-Sham, de Suqur al-Sham, de Jeish al-Islam, du Jabhat al-Nusra, et probablement de l'État Islamique. Aussi ces différents groupes allaient s'appuyer sur un réseau de connaissances préalables, sur des habitudes communicationnelles, afin de tenter de former une stratégie commune, ou au moins la prise de décisions opérationnelles rapides. A cela s'ajoute, pour eux, l'apport de cadres jihadistes venus de l'étranger, souvent formés au cours de la résistance à l'occupation américaine en Irak. Tous ces groupes sont entrés dans le conflit syrien avec derrière eux tous les moyens de mener une guerre sur le terrain : capacité d'organisation à grande échelle, réseaux d'approvisionnement en matériel et en argent, expérience préalable de la lutte armée, et pour finir un discours idéologique cohérent sur lequel s'appuie leur combat. Profitant de la révolution populaire syrienne, ces différents mouvements pré-existants ont

réussi à s'implanter dans le conflit, et à s'ancrer localement ; gagnant leur place dans la rébellion par l'intégration progressive de brigades à leur structure. C'est le mouvement inverse, soit la création d'un réseau politique dense - et d'une structure correspondante – à partir de l'existence des brigades locales, que l'ASL n'a pas réussi à accomplir.

LE MENSONGE DE LA « DÉSESCALADE MILITAIRE »

Le discours, et le travail correspondant, dit de « désescalade militaire », issus des puissances extérieures au conflit – ou sponsors – a consisté à imposer au sein de la rébellion une « solution politique » que l'on voulait opposer à la « solution militaire ». L'idée était de faire passer dans les esprits que Damas ne serait jamais pris par les révolutionnaires, mais qu'il pouvait se dessiner – vis à vis du régime - une transition politique négociée. Une option qui convenait en toute mesure au clan Assad, conscient qu'il n'avait rien à céder tant que Damas restait sous son contrôle ; d'autant qu'un tel discours aurait pour effet d'affaiblir considérablement l'ASL, au fur et à mesure que s'éloignait la perspective d'un basculement du rapport de force effectif en leur faveur.

Les trêves : suspendre le front qui unifie

L'objectif partout affiché de la « communauté internationale », à travers les trêves, est de limiter les victimes liées au conflit – ou mieux, de faire en sorte que le conflit s'arrête, ou alors se suspende. Il s'agit de donner l'impression que la communauté internationale agit (tandis qu'elle ne fait rien), mais aussi (un peu moins officiellement) de tenter d'endiguer les flux de population de réfugiés qui augmentent à chaque bataille et qui viennent frapper aux portes des puissances étrangères. Mais en réalité, ces trêves sont un dispositif sur lequel s'appuie une logique de détournement de la force militaire de la rébellion vers d'autres objectifs que le renversement du régime, pour les réorienter selon les priorités de la coalition internationale : à savoir l'offensive contre les groupes qualifiés de terroristes (État Islamique, Jabhat al-Nusra, et plus tard le PKK).

Les États-Unis, qui dans ce conflit ont pour obsession l'éradication d'al-Qaïda en Syrie - c'est-à-dire du Jabhat al-Nusra – voudraient qu'au travers des trêves les rebelles s'emploient à cette dernière tâche. En janvier 2014, les forces de la rébellion s'étaient en effet coordonnés pour reprendre à l'État Islamique, au fil de deux semaines de combat, les villes d'Idlib et d'Alep. La différence notable, que les États-Unis feignaient d'oublier, c'est qu'à l'époque l'État Islamique ne se battait jamais contre le régime – s'étant de facto aliéné toutes les factions de la révolution syrienne. Mais depuis, des groupes tels que Jabhat al-Nusra combattent régulièrement les forces d'Assad – et souvent même plus efficacement que les brigades de l'ASL –, offrant parfois des alliances de circonstance. Aussi, du point de vue de l'ASL, ouvrir le conflit avec eux c'est depuis s'assurer un ennemi local tenace tout en perdant des soutiens précieux contre les forces du régime.

Ceci étant, et puisque l'ASL ne peut prendre en charge directement l'annihilation militaire des forces islamistes et jihadistes, les États-Unis attendent au moins des trêves qu'elle réalimentent le climat de tension entre les différentes tendances de la rébellion, de façon à ce qu'éventuellement les groupes islamistes en ressortent affaiblis. De fait, dans certaines zones, sitôt que les bombardements étaient suspendus, les manifestations reprenaient, d'abord contre le régime, puis contre al-Nusra (ces derniers avaient essayé d'interdire le drapeau de la révolution qui réapparaissait dans ces cortèges). À Idlib, de telles tensions avaient abouti à des affrontements entre groupes, se soldant par de nombreux morts.

Mais la réalité principale des trêves est bien sûr que le régime ne les respecte jamais. Au contraire, profitant du déplacement de l'attention vers les tensions entre groupes et brigades, les forces loyalistes utilisent les trêves pour redéployer les troupes, les concentrer en divers endroits, et frapper si possible à l'instant où l'ennemi est le plus faible. Aussi le régime bombarde systématiquement les zones

où les rebelles non-jihadistes sont les plus implantés, son objectif en dernier ressort étant de détruire la révolution. Pendant « la trêve » de février-mars-avril 2016, l'armée de Assad pillonne la ville de Deraya – zone libérée modèle de l'ASL. Peu après, la trêve d'août-septembre 2016 – pendant laquelle le régime bombardera les convois humanitaires de l'ONU - lui permettra de reprendre Alep. Début 2017, c'est la Ghouta orientale de Damas qui est écrasée sous une pluie d'explosifs, toujours sur fond de trêve unilatérale...

La communauté internationale entend présenter les trêves comme la première étape vers une négociation, mais le régime les emploie systématiquement comme des opportunités d'agresser sauvagement la rébellion. Les groupes jihadistes ont quant à eux toujours avertis de leur refus de prendre part à ces opérations de cessez-le-feu factices, annonçant – à raison – que le régime ne les respecterait pas lui-même. La triste lucidité dont ils ont fait preuve leur a permis d'asseoir encore leur crédibilité sur les quelques porte-paroles de l'ASL. Les trêves, au final, bien loin d'une contribution d'une quelconque communauté internationale ou des États-Unis à la rébellion syrienne, n'agissent qu'en détournement des objectifs de la révolution, offrant même plutôt à Bachar de terribles occasions de conduire de brutales opérations de reprise de terrain.

ASYMÉTRIE DE LA NÉGOCIATION AVEC LES ACTEURS EXTÉRIEURS

L'intensité d'une guerre telle que celle qui s'est développée sur le territoire syrien demande – pour selon que l'on voudrait l'emporter – des moyens considérables. On peut éventuellement répondre à ce besoin matériel par des alliances de circonstances, mais pour garder intact son indépendance et ses objectifs propres (ceux de la révolution contre le régime), il faut pouvoir peser suffisamment dans le rapport de force entre tous les participants au conflit – s'il le faut avec ses soutiens extérieurs spécifiques.

Les acteurs extérieurs au conflit syrien (États-Unis, Turquie, Jordanie, « communauté internationale »...), néanmoins, cherchent assez peu à appuyer la chute du régime, mais bien plutôt – nous l'avons dit – à prendre sous leur coupe la formation la plus à même de s'occuper pour leur compte de la « menace anti-terroriste ». C'est au fait ce qui guident leurs alliances, indistinctement que ce soit avec l'ASL, les YPG, ou même le régime. Aucun acteur extérieur n'est prêt à mettre des troupes au sol, et très peu s'engagent à appuyer les groupes rebelles par une aide aérienne.

Dans cet environnement fait de manœuvres opportunistes, il est extrêmement difficile pour les forces de l'ASL – non-coordonnées, sans vision stratégique de moyen ou de long terme – de se positionner avantageusement pour défendre les intérêts de la révolution. Au Sud par exemple, la Jordanie a su négocier d'une main de fer avec les brigades locales une surveillance de la frontière partagée avec la Syrie: l'ASL dite du « Front Sud » s'est longtemps employée à empêcher l'implantation de quelques groupes jihadistes contre un approvisionnement en armes, des salaires, et un accès épisodique aux hôpitaux jordaniens. À la moindre tentative d'utiliser ces moyens à la défense de la révolution (par exemple en soutenant les rebelles de la proche Deraya, assiégés par le régime en août 2016), toute aide devait être coupée. Au Nord, les brigades ASL ont un temps été approvisionnées et soutenues par le régime turque, désireux de soutenir une reprise d'Alep et d'Idlib sur l'État Islamique par toute autre force que les YPG (contre qui le pouvoir turque mène une guerre ouverte). Mais lorsque le régime entendra reprendre Alep aux révolutionnaires, en 2016, les Turcs et leur soutien auront disparu: la rébellion sera écrasée dans l'indifférence générale.

Les YPG ont quant à eux réussi à relativement s'imposer dans le rapport de force avec leurs soutiens, notamment américains. Tandis que ces derniers ne souscrivent certainement pas au projet politique kurde, ils reconnaissent par contre l'efficacité du YPG – ultra-centralisé, entraîné, discipliné – dans le combat contre l'État Islamique. Ainsi la participation du YPG à la guerre des autres est toujours à priori négociée. L'ASL, de son côté, n'est pas un mou-

vement politique formée sur plusieurs années à la guérilla: c'est un peuple en armes, ayant pour lui un puissant ancrage local, mais pas la capacité ex-nihilo d'élaborer une stratégie globale conforme à ses objectifs, ni les moyens indépendants de l'appliquer. Insurrection à l'échelle d'un pays poussée par l'espoir des printemps arabes, forcée progressivement de s'armer, l'ASL n'a pas trouvé le chemin qui aurait pu lui permettre d'affirmer pleinement son indépendance. Aussi, les combattants révolutionnaires vont s'allier selon les circonstances avec les Turcs, les Kurdes, ou les jihadistes, sans que les enjeux politiques sous-jacents ne soient jamais complètement maîtrisés; afin de résister sur le moment aux assauts du régime.

SCÉNARIOS

Les brigades ASL sont désormais acculées à une logique de survie. Les agendas des acteurs extérieurs – parfois contradictoires, jamais en phase avec ceux des révolutionnaires syriens –, ont progressivement écrasé les objectifs de la rébellion. Les abandons, les trahisons, l'indifférence qu'auront tour à tour emprunté la communauté internationale, la Turquie, le YPG ou le PKK; le déchaînement de violence dont a été capable le régime, appuyé par la Russie; l'opportunisme sans états d'âme de l'État Islamique; auront tous contribué à enterrer la révolution. Depuis l'absence de réaction internationale suite aux bombardements chimiques, et l'intervention russe subséquente, un terrible sentiment de désespoir s'est installé dans le cœur des combattants de l'ASL. Beaucoup partent en exil, d'autres abandonnent les armes, ou rejoignent les brigades islamistes encore actives.

Si on peut se permettre d'imaginer que le conflit dure encore cinq ans, et que le régime d'Assad arrive finalement à reprendre l'ensemble du territoire (grâce à un investissement conséquent de la Russie, et avec la bénédiction étasunienne), la Syrie pourrait ressembler à un territoire entièrement occupé et quadrillé par une puissance militaire Bachar/Russie. Dans ce cas, deux hypothèses pourraient se profiler pour la révolution.

La première ressemblerait à l'Algérie d'après la guerre civile de la fin des années 90: la société civile et les mouvements contestataires sont absolument épuisés, la résistance est décimée, plus personne ne fait de politique. Dans un tel contexte, si un climat d'insurrection – régional – similaire à celui des printemps arabes de 2011 éclatait à nouveau, plus personne ne voudrait prendre le péril de déstabiliser le pouvoir, et ainsi de risquer une nouvelle guerre civile: la dictature s'installerait durablement, bénéficiant du choc produit par son opération de liquidation de la révolution précédente.

La seconde hypothèse serait plus comparable à ce qu'il s'est passé au travers de l'occupation américaine de l'Irak⁴. Imaginons que les alliés du régime, la Russie et l'Iran, emportent une victoire rapide sur la rébellion. Ils occupent le territoire syrien temporairement – l'armée loyaliste étant trop faible pour cette opération –, mais doivent à terme se retirer plutôt que de sans cesse relancer la dépense de guerre. Le régime syrien se retrouve alors avec la gestion d'un pays détruit, amputé de sa population exilée, et sans les moyens de remettre en place les structures d'État. Dans ce contexte, on pourrait attendre des Syriens la reprise d'un mouvement de guérilla, appuyé par la diaspora constituée par le précédent conflit. La question restera de savoir quels seront les groupes qui auront la capacité de transformer une révolte éparse de villageois et de quartiers en une rébellion coordonnée, capable de dessiner une véritable stratégie de victoire un pas au-delà de la précédente insurrection.

1 Unité de Protection du Peuple, Yekîneyên Parastina Gel, force militaire du parti politique kurde syrien PYD, encadrée par le PKK.

2 De 1963 à 1970, une série de coup d'État et de luttes internes à l'armée qui amènent progressivement Hafez el-Assad au pouvoir.

3 Dans les années 80 le mouvement des Frères Musulmans était très actif en Syrie. En février 1982 les Frères Musulmans s'emparent de Hama et en chassent le pouvoir: la réponse du régime ne se fait pas attendre, l'armée cible le territoire en rébellion, et massacre plusieurs dizaines de milliers de personnes. Cet événement laissera un traumatisme durable sur toute une génération de syriennes et de syriens.

4 En Irak, la résistance à l'occupation américaine s'était faite très hétérogène et très localisée. Des mouvements liés à des confréries soufies, d'autres inféodés au parti Baas et à différents partis politiques, d'autres encore affiliés à des groupes jihadistes très divisés entre eux, ou encore à des groupes tribaux, etc. Toutes ces tendances se sont affrontées les unes les autres tout en étant combattues par l'armée américaine et par le gouvernement irakien. L'insurrection a perdu. Les manifestations de 2011 qui ont suivi se sont faites écrasées par le gouvernement irakien mis en place par les Américains. Les seuls mouvements de résistance qui ont pu survivre sont alors ceux ayant réussi le passage à la clandestinité (ils composent aujourd'hui l'État Islamique). Au moment de ce passage à une existante non-officielle – de guérilla –, l'État Islamique a méticuleusement éliminé ou absorbé toutes les autres franges du mouvement, s'arrogeant désormais le monopole de l'opposition sunnite.



«Le peuple veut la chute du régime», 01/07/11, Hama

LEXIQUE

«Al-chaab yourid isqat an-nizam»

Pour « Le peuple veut la chute du régime ». Slogan (et grafiti) phare des printemps arabes, c'est-à-dire de la vague de soulèvements populaires qui, partie de la Tunisie à la toute fin 2010, traversera (notamment) l'Égypte, la Lybie, le Yémen, la Syrie, le Bahreïn, l'Algérie, la Jordanie, le Maroc, l'Irak, le Soudan. Un des événements couramment pris comme déclencheur de la révolte syrienne est l'enlèvement et la torture pratiquée par les services de police du régime sur un groupe d'adolescents de Dera, à qui il avait été reproché d'avoir écrit sur un des murs de la ville « *Al-chaab yourid isqat an-nizam* ».

ASL

Pour « Armée Syrienne Libre ». Le terme ASL indique le passage pour les révolutionnaires syriens (civils et militaires en défection) à l'autodéfense armée, en réponse à la brutalité sans bornes opposée par le régime aux premières heures de la révolution en 2011. L'ASL n'évolue en réalité pas sous la forme d'une armée traditionnelle – cordonnée, hiérarchisée et centralisée –; mais plutôt comme un label reflétant l'adhésion commune de brigades et groupes locaux à la défense des objectifs primordiaux du soulèvement populaire.

Baath / Baas / baasiste

Le parti Baath, ou Parti socialiste de la résurrection arabe, est la formation politique dont est issu Bachar-el-Assad, et avant lui son père. Arrivé au pouvoir en Syrie en 1963 par un coup d'état militaire, il a constitué – à partir d'un appareil idéologique factice prétendant réunir socialisme et nationalisme panarabe – une machine de contrôle et de répression sans précédent (état policier, parti unique, absence de liberté syndicale, surveillance et guerre aux opposants), lui permettant de verrouiller sa position au gouvernement jusqu'en 2011.

Brigade

Unité élémentaire de l'Armée Syrienne Libre, la brigade – bien que de géométrie très variable – regroupe en général d'une à plusieurs dizaines d'hommes (et très rarement des femmes) en arme, opérant sur le terrain des combats ensemble. Le principe décentralisé, non-hiérarchisé, et non-coordonné de l'ASL fait que les brigades combattent bien souvent suivant des stratégies très locales, rendant difficile une organisation à plus grande échelle. Les brigades sont mouvantes et souvent éphémères, les combattants passant de l'une à l'autre régulièrement (en fonction des stocks d'armement et des possibilités de combats effectifs). Occasionnellement plusieurs brigades peuvent se constituer en bataillons, ou « *livva* ».

Chabiha / shabiha

Le mot « *shabiha* » signifie littéralement « fantôme, apparition ». Ce sont des mercenaires du gouvernement syrien qui œuvrent en civil. Leur mission va du maintien de l'ordre aux arrestations « à domicile », en passant par l'organisation de fausses manifestations.

CLC

Pour « Comités locaux de coordination », aussi dits « *tanziyat* ». Sont considérés comme les premières formes structurées d'opposition au régime, préalables à l'existence de territoires libérés, au tout début de la révolution en 2011. Leur action se concentre sur l'organisation des manifestations, la mise en place de médias indépendants, et l'émergence de premières structures de solidarité et de soin. Les comités de coordination – non-armés mais rapidement liés à l'ASL – défendent, parfois même avant 2011, la formation d'un État démocratique en Syrie.

Conseils locaux

Les conseils locaux, mis en place par la population civile dans les zones libérées du contrôle du régime, se proposent comme des organisations de gestion locale des territoires selon les principes de la révolution. Ils œuvrent à mettre en place une nouvelle administration des affaires publiques – déchargée du système corrompu et autoritaire du gouvernement Assad – selon des principes démocratiques. Les conseils locaux émergent de façon non-coordonnée et non-centralisée, et prennent dès lors des formes variables; tandis qu'ils produisent des avancées significatives sur l'élargissement de l'accès au vote, la participation des femmes, la reconnaissance des minorités.

Jabhat al-Nosra

Apparu en 2012 dans le contexte de la révolution syrienne, est un groupe salafiste djihadiste considéré comme la branche syrienne d'Al-Qaïda de 2013 à 2016. Le Front Al-Nosra rompt avec Al-Qaïda d'un commun accord le 28 juillet 2016: c'est à cette occasion qu'ils changent de nom pour Front Fatah al-Cham. Jabhat Al-Nosra poursuit l'objectif de l'installation d'un califat en Syrie, supposant la mise en place d'une société régie par la charia. En ce sens, il combat effectivement le régime des Assad – ce qui l'a ouvert à des alliances de circonstance avec des brigades de l'ASL lors des combats –, mais pas moins tout projet démocratique. Aujourd'hui on le retrouve dans la coalition des groupes islamistes Hayat Tahrir al-Cham, formé en janvier 2017 afin d'affronter les forces de l'ASL dans le gouvernorat d'Idlib et à l'ouest du gouvernorat d'Alep.

YPG

Pour *Yekîneyên Parastina Gel* (en français Unités de Protection du Peuple). Le YPG forme la branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD) syrien, et devrait aider à la mise en place d'un territoire indépendant permettant l'autodétermination du peuple kurde sur une fraction du territoire syrien (autour du Rojava) selon les principes du « confédéralisme démocratique » proches des thèses du PKK (turc). Le rôle du YPG dans la révolution/conflit syrien – opportunisme? soutien? abandon? – fait débat au sein des révolutionnaires, syriens ou internationaux.



الشعب يريد إسقاط النظام

AL-CHAAB YOURID ISOAT AN-NIZAM
LE PEUPLE VEUT LA CHUTE DU RÉGIME